

Modes innovants de mise à disposition d'aides techniques : évaluation, modélisation et repères juridiques

Rapport de synthèse transversale de l'appel à projets
« Économie circulaire des aides techniques » publié par
la CNSA en 2015

Mars 2019

Préambule

1. Le contexte de l'appel à projets « Économie circulaire des aides techniques » de la CNSA

La création, par la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement (dite loi ASV), des conférences des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie avait notamment pour ambition de faciliter l'accès aux aides techniques pour les personnes âgées de 60 ans et plus, par la construction et le soutien d'un programme d'actions coordonnées visant notamment la promotion de modes innovants d'achat et de mise à disposition des aides techniques. Pour accompagner les acteurs locaux dans ces démarches d'amélioration de l'accès aux aides techniques, la CNSA a lancé un appel à projets national sur une application des principes de l'économie circulaire au domaine des aides techniques.

2. Les objectifs de l'appel à projets

L'objectif de l'appel à projets était d'identifier, de faire émerger et de contribuer à modéliser des pratiques innovantes relevant de la logique d'économie circulaire et portant prioritairement sur les modes de distribution, de mise à disposition et de réemploi ou de réutilisation des aides techniques. Une vigilance particulière était portée sur l'assurance faite à l'utilisateur final d'accéder à une aide effectivement adaptée à ses besoins, bénéficiant d'une garantie, avec une attention portée à l'accès aux dispositifs de solvabilisation. Pour ce faire, l'appel à projets était organisé selon deux axes :

- ✓ Innovations dans les modes d'achat et la mise à disposition des aides techniques ;
- ✓ Projets visant à intégrer une approche d'économie circulaire.

Dix projets ont été sélectionnés, d'une durée de 18 à 36 mois selon des critères préétablis (pertinence du circuit visé, justification du caractère innovant du projet, légitimité et qualification du porteur de projet, qualité et pertinence des partenariats mobilisés, faisabilité du projet, qualité du dispositif d'évaluation, modèle économique, transférabilité du projet) et ont bénéficié d'une subvention totale de la CNSA de 1 036 468 euros.

3. Les projets soutenus

Liste des projets sélectionnés

Porteur de projet	Titre du projet	Objectif du porteur	Type de projet
Centre de ressources & d'innovation mobilité handicap (CEREMH) – Ecoreso Autonomie	Création d'un écosystème territorial pour le recyclage et la valorisation des aides techniques à la mobilité dans le Val-de-Marne	Renforcer le conseil des personnes et proposer des aides techniques neuves et renouvelées à la vente, à la location ou en prêt	Étude de faisabilité sur cinq sites et évaluation de l'activité sur un site
Centre hospitalier universitaire (CHU) de Limoges	Création d'un dispositif de prêt d'aides techniques : ECOCAT	Proposer des prêts gratuits d'aides techniques aux patients de l'UPSAV ¹	Expérimentation et réalisation de deux études
Conseil départemental de l'Ardèche	Amélioration de l'accès, de l'usage et du coût des aides techniques	Mieux connaître les besoins des personnes âgées du territoire et les possibilités de développement de l'offre, le cas échéant en lien avec les acteurs de la <i>Silver</i> économie	Étude des besoins et recommandations
Conseil départemental de l'Isère	Expérimentation de l'intégration des aides techniques dans l'offre des SAAD	Permettre aux SAAD d'être des acteurs de l'accès et de l'utilisation des aides techniques pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap	Étude basée sur une expérimentation
Eliad	Optimiser l'utilisation des aides techniques : l'engagement d'une structure d'aide à domicile	Développer l'action des professionnels des SAAD ² en matière de repérage, de conseil, d'utilisation des aides techniques et de leur récupération en fin d'utilisation	Expérimentation (implication des professionnels) et étude de faisabilité (circularisation)
Fédération Envie	Expérimentations de projets d'économie circulaire d'aides techniques au sein du réseau national Envie	Proposer à la vente ou à la location des aides techniques renouvelées moins chères que les aides techniques neuves	Étude de faisabilité sur cinq sites et évaluation de l'activité sur un site

¹ Unité de prévention, de suivi et d'analyse du vieillissement.

² Service d'aide et d'accompagnement à domicile.

Porteur de projet	Titre du projet	Objectif du porteur	Type de projet
Groupement pour l'insertion des personnes handicapées physiques (GIHP) Aquitaine	Construction d'un dispositif innovant, économiquement viable, de mise à disposition des aides techniques pour les personnes âgées	Mettre des aides techniques à disposition des personnes (essais, prêts, location, vente) dans le cadre d'un dispositif économiquement viable	Étude de faisabilité (comprenant une étude d'acceptabilité)
Maison départementale de l'autonomie 49	Étude et expérimentation pour la mise en œuvre de la Technicothèque	Proposer un accompagnement aux bénéficiaires PCH ³ et APA ⁴ dans l'accès aux aides techniques	Étude et mise en place de l'activité dans le 72
Union territoriale mutualiste Lorraine (UTML)	Étude et expérimentation pour la mise en œuvre de la Technicothèque	Proposer un accompagnement aux bénéficiaires PCH et APA dans l'accès aux aides techniques	Étude et mise en place de l'activité dans le 54 et le 57
Conseil départemental de Loir-et-Cher	Étude et expérimentation pour la mise en œuvre de la Technicothèque	Proposer un accompagnement aux bénéficiaires PCH et APA dans l'accès aux aides techniques	Étude et mise en place de l'activité dans le 41

La plupart des projets avaient un caractère exploratoire et consistaient le plus souvent dans la conduite d'une ou de plusieurs études de faisabilité suivies d'une expérimentation. Ils constituent néanmoins un panel intéressant d'options complémentaires pour avancer dans la compréhension et la maîtrise technique, juridique et économique de modes innovants de mise à disposition des aides techniques.

Afin de tirer parti de ces dix projets, de dégager leurs grands enseignements et de les enrichir d'apports complémentaires, dans une logique de reproductibilité et d'essaimage, un travail a été engagé, qui a abouti à la production d'une revue de la littérature, d'un document rassemblant les monographies des dix projets et du présent rapport.

Ces productions seront complétées d'éléments sur les aspects juridiques et sur l'évaluation des dispositifs au fil des travaux.

Les monographies et le présent rapport s'adressent à la fois aux porteurs de projets de modes de mise à disposition innovants d'aides techniques, notamment dans une optique d'économie circulaire, aux structures et aux personnes participant ou ayant participé à un tel projet, par exemple en tant que financeurs ou partenaires (ex. : conférences des financeurs) et enfin à toutes les structures et les personnes intéressées par le sujet.

³ Prestation de compensation du handicap.

⁴ Allocation personnalisée d'autonomie.

La synthèse transversale, tout comme les monographies, est issue d'une analyse des documents transmis par les porteurs des projets lauréats de l'appel à projets, ainsi que d'échanges par courriels et par téléphone avec les porteurs. L'ensemble reflète le type de données disponibles à l'échéance du projet soutenu par la CNSA et transmises par les porteurs. Depuis cette échéance, les dispositifs ont continué à évoluer pour développer leur activité et essaimer ou pour la réduire en cas de difficultés de financement notamment.

Sommaire

Préambule	2
1. Le contexte de l'appel à projets « Économie circulaire des aides techniques » de la CNSA.....	2
2. Les objectifs de l'appel à projets.....	2
3. Les projets soutenus	3
Sommaire	7
Introduction	9
1. Des éléments transversaux à tous les projets en phase d'ingénierie.....	11
1.1 Contexte et objectifs généraux poursuivis	11
1.1.1 Des éléments de diagnostic transversaux.....	11
1.1.2 Trois grandes catégories d'objectifs communs aux projets	12
1.1.3 Les publics cibles	15
1.2 L'élaboration des projets.....	16
1.2.1 Une démarche d'ingénierie et de diagnostic basée sur des études locales	16
1.2.2 Différentes typologies de structures porteuses.....	18
1.2.3 Favoriser la préconisation et la prise en main des aides techniques.....	20
1.2.4 Participer à l'émergence d'un modèle de « circularisation » des aides techniques	22
1.2.5 Les multiples compétences nécessaires à la conduite des projets	23
2. De multiples déterminants pour l'élaboration de l'offre de services.....	25
2.1 Focus sur les différentes activités et offres proposées dans les projets	25
2.1.1 Activités pour accompagner la personne dans le choix et la prise en main des aides techniques	25
2.1.2 Activités visant l'application des principes de l'économie circulaire aux aides techniques	27
2.1.3 Activités permettant de fluidifier l'accès de la personne aux aides techniques	30
2.2 Les déterminants de la construction des offres	31
2.2.1 Le public cible.....	31
2.2.2 L'existence ou non d'un remboursement par l'Assurance maladie	31
2.2.3 Les besoins des personnes et le gisement local.....	32
2.2.4 Les ressources existantes au sein des structures porteuses.....	32
3. La nécessité d'optimiser la collecte des aides techniques.....	35
3.1 Le gisement existant d'aides techniques non utilisées.....	35
3.2 Le don et les difficultés liées à sa collecte	36
3.2.1 Les différentes provenances du don	36
3.2.2 L'importance de la communication sur le don.....	36
3.2.3 L'éclatement du gisement et les coûts induits par la collecte	37
3.2.4 La nécessité de clarifier certains aspects juridiques	37
3.3 La nécessité de structurer la collecte pour l'optimiser	38

4. La rénovation des aides techniques : une activité à sécuriser	39
4.1 Obligations légales pour les aides techniques rénovées, en vente, en location ou en prêt	39
4.1.1 La matériovigilance	39
4.1.2 Les garanties légales et commerciales applicables au matériel rénové	41
4.2 L'harmonisation des procédures de rénovation	42
4.3 La question de la capacité des structures à se lancer dans une activité de circularisation des aides techniques dans un cadre marchand	43
5. Conclusion : synthèse des enseignements des projets soutenus et conditions de pérennisation et d'essaimage des modèles viables	45
5.1 Enseignements de l'appel à projets	45
5.1.1 Le repérage des besoins	45
5.1.2 L'évaluation des besoins, la préconisation et la prise en main des aides techniques	46
5.1.3 Les essais, les délais et les conditions de mise à disposition	46
5.1.4 La collecte des aides techniques	46
5.1.5 Le nettoyage, la désinfection, la rénovation et le stockage des aides techniques	47
5.2 Extension territoriale	49
5.3 Les conditions économiques de la pérennisation des projets	50
5.3.1 Typologie des postes de recettes et de dépenses des projets	50
5.3.2 Génération ou non de revenus par les activités des dispositifs	51
5.4 Les conditions du succès en ingénierie de projet	53
Annexes	55
Annexe 1 : Éléments de contexte sur l'écosystème des aides techniques	55
Annexe 2 : Glossaire	59
Annexe 3 : Les sept piliers de l'économie circulaire	62
Annexe 4 : Classification des dispositifs médicaux en fonction du risque	64
Coordonnées de l'équipe projet	65

Introduction

Les dix projets lauréats de l'appel à projets visaient l'amélioration de l'accès aux aides techniques, en particulier pour les personnes vivant à domicile. La diversité des porteurs et des objectifs des projets a permis de faire émerger un panel large de solutions allant, par exemple, du renforcement du rôle des professionnels de SAAD dans le repérage des besoins des personnes à la proposition à la vente de fauteuils roulants électriques rénovés et garantis.

Les projets se sont inscrits dans la période de mise en place des conférences des financeurs, ce qui a pu améliorer leur visibilité et les possibilités d'essaimage. Les projets initiaux étaient des projets à dimensionnement local s'inscrivant dans un contexte territorial, mais ayant un potentiel d'essaimage ou de reproduction. Les projets entendaient répondre à des besoins réels identifiés à des échelles territoriales définies, le plus souvent départementales ou infradépartementales ; tous ont fait sens au niveau local. Certains projets ont essaimé sur d'autres territoires, avec systématiquement une phase de diagnostic et d'étude de faisabilité propre à chaque nouveau territoire, préalable à la mise en place du dispositif.

De 17 départements métropolitains initialement couverts par les différents projets de l'appel à projets, 48 territoires métropolitains et ultramarins sont concernés fin 2018 par un ou plusieurs projets issus d'un modèle de l'appel à projets, et ce à différents stades, depuis les réflexions préalables jusqu'à la mise en place de l'activité. Cet essaimage est essentiellement basé sur quatre modèles : Ecoreso Autonomie, Envie Autonomie, Technicothèque et Recyclothèque. Dans le cas des deux premiers projets, une structure nationale facilitant la coordination et l'optimisation des moyens et des procédures, notamment dans une logique d'essaimage, a été créée.

Un autre critère intéressant à observer est la mobilisation dans la plupart des projets d'un réseau d'acteurs conséquent et varié. Les conférences des financeurs, les départements, les mutualités, les établissements sanitaires et médico-sociaux sont autant d'exemples d'acteurs impliqués dans les projets. En complément de ces partenaires « naturels », les réseaux constitués incluent des acteurs évoluant dans des champs éloignés des secteurs médico-social et sanitaire. On peut par exemple citer la mobilisation de fondations d'entreprises, de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), d'acteurs opérant dans la gestion des déchets (ressourceries) ou encore d'entreprises adaptées actives dans le domaine de la récupération et du recyclage comme partenaires financiers ou comme partenaires opérationnels sur les projets.

Enfin, les expérimentations ont permis de montrer que l'économie circulaire des aides techniques était un secteur encore neuf et qui nécessitait d'être organisé et construit, notamment pour assurer la sécurité des utilisateurs et des personnes impliquées, pour gagner en légitimité et pour obtenir la confiance des utilisateurs et des différents acteurs « traditionnels ». Les deux dernières parties du rapport sont centrées sur cette partie de l'activité.

1. Des éléments transversaux à tous les projets en phase d'ingénierie

1.1 Contexte et objectifs généraux poursuivis

1.1.1 Des éléments de diagnostic transversaux

Tous les projets se sont construits autour d'éléments de diagnostic documentés et partagés, révélant ainsi la pertinence de la mise en place de modes de mise à disposition alternatifs et innovants pour les aides techniques.

Ces éléments de diagnostic transversaux ont trait :

- ✓ À l'évolution démographique ;
- ✓ Au taux d'équipement faible par rapport aux pays comparables ;
- ✓ Au taux important d'abandon des aides techniques ;
- ✓ À l'absence de solutions pour répondre à des besoins temporaires ;
- ✓ À la différence forte entre durée de vie théorique et durée d'utilisation effective des aides techniques.

La plupart des territoires français connaissent un vieillissement de leur population dû à l'allongement de la durée de vie et à la faible progression du taux de natalité. L'augmentation de la proportion des personnes âgées dans la population est source de besoins croissants en aides techniques, nécessaires pour préserver l'autonomie des personnes, notamment à domicile. Le souhait des personnes de rester à domicile est d'ailleurs soutenu depuis de nombreuses années par la plupart des politiques publiques françaises menées dans ce domaine.

Actuellement, un sous-équipement notable des personnes en aides techniques est constaté, qui peut s'expliquer par plusieurs facteurs, notamment :

- ✓ Le manque d'informations sur les solutions existantes ;
- ✓ Des délais de réponse parfois longs pour les prises en charge financières ;
- ✓ Des restes à charge parfois importants après prise en charge par les prestations légales (Assurance maladie pour les aides techniques inscrites à la liste des produits et prestations remboursables (LPPR) et PCH ou APA pour les personnes y étant éligibles).

Pour autant, le taux d'abandon de l'utilisation des aides techniques est important⁵ ; ces abandons peuvent s'expliquer par différents facteurs :

- ✓ Un équipement des personnes en aides techniques inadapté. Celui-ci peut être lié au manque de conseils et d'accompagnement spécifiques, par un ergothérapeute par exemple, pour l'évaluation des besoins et la préconisation prenant en compte les habitudes et l'environnement de la personne et, le cas échéant, les besoins des proches aidants et des professionnels intervenant au quotidien ;

⁵ « De nombreuses publications scientifiques révèlent que, dans les pays occidentaux, la proportion moyenne d'abandon des aides techniques est généralement estimée à un tiers après un an à compter de la livraison de l'appareil (Dijcks, De Witte, Gelderblom, Wessels, & Soede, 2006 ; Federici, Meloni, & Borsci, 2016) », revue de littérature, *Les pratiques de mise à disposition des aides techniques de seconde main*, Isabelle Barbet.

- ✓ Les difficultés d'installation et de prise en main des aides techniques par la personne et, le cas échéant, par les proches aidants et les professionnels intervenant au quotidien ;
- ✓ Le manque de dispositifs proposant des mises à disposition temporaires d'aides techniques pour des essais dans le cadre de l'évaluation des besoins ou en réponse à des besoins temporaires (pour les enfants, les personnes atteintes d'une maladie évolutive ou dans l'attente de travaux d'aménagement du logement, par exemple).

Ainsi, il existe une différence notable entre les durées d'utilisation et les durées de vie de nombreuses aides techniques suite aux abandons de l'utilisation cités ci-dessus ou à l'arrêt de l'utilisation suite à l'évolution des besoins de la personne. De nombreuses aides techniques sont par exemple stockées, mais non utilisées dans les domiciles ou jetées. Ceci est renforcé par le manque de dispositifs permettant de collecter et de réutiliser les aides techniques non utilisées au domicile ou en établissement.

En appui de ces diagnostics transversaux, tous les projets s'accordent sur le fait qu'une augmentation du nombre d'aides techniques présentes à domicile et qu'une amélioration de leur adéquation avec les besoins auxquels elles sont censées répondre participent de façon importante à l'amélioration des conditions de vie des personnes à domicile en leur permettant d'y rester plus longtemps autonomes, mais participe également à l'amélioration des conditions de travail des intervenants à domicile dans un objectif de prévention des risques professionnels. En effet, le secteur de l'aide à domicile est l'un des plus touchés par les accidents et maladies professionnelles ; un meilleur équipement et une meilleure utilisation des aides techniques à domicile pourraient contribuer à la réduction de ces risques professionnels.

1.1.2 Trois grandes catégories d'objectifs communs aux projets

L'enjeu qui sous-tend tous les projets soutenus dans le cadre de l'appel à projets est de favoriser l'accès aux aides techniques, quels que soient le type de réponse apportée et les objectifs spécifiques qui ont été fixés. On peut distinguer trois grandes catégories d'objectifs pour les projets :

- ✓ Accompagner la personne dans le choix et la prise en main des aides techniques ;
- ✓ Fluidifier l'accès de la personne aux aides techniques ;
- ✓ Appliquer les principes de l'économie circulaire aux aides techniques.

Accompagner la personne dans le choix et la prise en main des aides techniques

Cet objectif, premier chronologiquement, dans le parcours de la personne, comprend l'ensemble des activités liées au repérage des besoins, à l'information, au conseil, à la préconisation des aides techniques, mais aussi à l'aide à la prise en main une fois que l'aide technique est attribuée. L'ensemble de ces actions se fait bien entendu en lien étroit avec la personne, mais implique aussi son entourage : proches aidants et professionnels intervenant au quotidien comme les professionnels de SAAD ou de service de soins infirmiers à domicile (SSIAD), les infirmiers libéraux ou de SSIAD... Cet objectif peut inclure la mise en place d'actions de sensibilisation, d'information ou de formation des acteurs du territoire comme des ateliers d'information sur les aides techniques destinés aux professionnels des SAAD. Selon les situations, ces activités demandent plus ou moins de temps et de technicité.

L'accompagnement des personnes dans le choix et la prise en main des aides techniques est un objectif pour de nombreux projets soutenus dans l'appel à projets.

Il est par exemple poursuivi par Ecoreso Autonomie qui propose des services de préconisations ergothérapiques sans frais pour la personne en complément de la mise à disposition payante d'aides techniques et de la Technicothèque qui conditionne la mise à disposition des aides techniques à l'évaluation par un ergothérapeute. Le projet ECOCAT met également l'accent sur la préconisation ergothérapique comme prérequis aux prêts d'aides techniques réalisés dans le cadre du projet. Celles-ci sont mises à disposition par les ergothérapeutes du dispositif après évaluation des besoins dans les lieux de vie de la personne. Le projet Eliad, quant à lui, est centré sur le repérage des besoins par les professionnels des SAAD et sur la préconisation ergothérapique des aides techniques. Un ergothérapeute a été recruté spécifiquement pour le projet et réalise les évaluations à domicile sur demande des personnes et des auxiliaires de vie.

Fluidifier l'accès de la personne aux aides techniques

Cet objectif est complémentaire du précédent. Il comprend deux sous-objectifs distincts :

- ✓ Permettre l'accès à l'aide technique ;
- ✓ Lever les freins financiers et administratifs.

« Permettre l'accès à l'aide technique » correspond à l'ensemble des actions permettant à la personne de disposer de l'aide technique par la proposition de prêts ou de location par exemple, ou encore en lui proposant une mise en relation ou une intermédiation avec le revendeur ou le prêteur. La Technicothèque propose ce type d'accompagnement.

Appliquer les principes de l'économie circulaire aux aides techniques

Le taux d'abandon important des aides techniques et la différence forte entre durée de vie théorique et durée d'utilisation ont conduit les porteurs de projets à travailler sur l'allongement de la durée d'usage⁶ des aides techniques par :

- ✓ Le recours à la réparation ;
- ✓ Le réemploi ;
- ✓ La réutilisation.

Certains projets, comme ECOCAT porté par un service du CHU de Limoges et qui propose des prêts d'aides techniques aux personnes accompagnées par le service, s'appuient sur les principes de l'économie de la fonctionnalité, qui privilégie le droit d'usage d'un produit, accompagné ou non de service, plutôt que sa propriété.

En aval et pour les aides techniques qui ne peuvent plus être utilisées, il peut aussi s'agir de travailler sur le tri des aides techniques ou des pièces hors d'usage et sur leur recyclage.

⁶ Des définitions des termes sont proposées dans la [fiche technique de l'ADEME : Économie circulaire : notions](https://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/fiche-technique-economie-circulaire-oct-2014.pdf), datée d'octobre 2013 et modifiée en octobre 2014 : <https://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/fiche-technique-economie-circulaire-oct-2014.pdf>. Elles sont reprises en annexe 1 du document.

En amont, quoique de façon marginale à ce jour, les questions d'écoconception et de consommation responsable des particuliers et des établissements ont aussi été abordées par les porteurs de projets. L'écoconception fait référence à la conception d'aides techniques peu consommatrices en ressources tout au long de leur cycle de vie. La consommation responsable correspond à des choix de consommation qui tiennent compte de l'impact environnemental tout au long du cycle de vie de l'aide technique.

Ces deux derniers points sont liés au principe d'allongement de la durée d'usage lorsque la conception des aides techniques les rend plus fiables dans le temps et plus faciles et moins onéreuses à maintenir et à réparer.

Positionnement des projets en fonction des objectifs

–	Accompagner la personne dans le choix et la prise en main des aides techniques	Fluidifier l'accès de la personne aux aides techniques	Appliquer les principes de l'économie circulaire aux aides techniques
Recyclothèque (GIHP Aquitaine)	oui	oui	oui
Envie Autonomie (fédération Envie)	/	oui	oui
Ecoreso Autonomie	oui	oui	oui
Technicothèque*	oui	oui	oui
Conseil départemental de l'Ardèche	oui	oui	oui
ECOCAT (CHU Limoges)	oui	oui	oui
Eliad (SAAD Haute-Saône – Doubs)	oui	oui	/
CATH (conseil départemental de l'Isère)	oui	oui	/

*La Technicothèque fait référence aux projets dans les départements de Maine-et-Loire, de la Sarthe, de Loir-et-Cher et de Meurthe-et-Moselle.

1.1.3 Les publics cibles

Chacun des projets s'adresse à un ou à des publics spécifiques en fonction de la structure porteuse, des différents services proposés et des aides techniques prévues dans le projet. On peut distinguer trois types de publics différents : les personnes âgées en perte d'autonomie vivant à domicile, les personnes en situation de handicap vivant à domicile et les établissements médico-sociaux et sanitaires. Ces derniers participent dans des proportions importantes aux dons d'aides techniques en vue d'un réemploi, mais sont également destinataires de services proposés par certains projets, comme la gestion de leur parc de matériel (maintenance notamment).

Il convient enfin de noter que certains projets s'adressent à un public spécifique défini en amont, car déjà accompagné par ailleurs et plus largement par la structure porteuse du projet. C'est le cas notamment des projets du CHU de Limoges, de l'association Eliad et du conseil départemental de l'Isère qui visent à apporter un service complémentaire à des personnes déjà accompagnées par des professionnels de santé ou par des professionnels de l'aide à domicile. Si ces projets visent une cible plutôt restreinte, ils ont l'avantage de s'intégrer de façon naturelle dans le parcours de la personne en impliquant des professionnels ayant déjà une relation de confiance avec elle et en limitant les intermédiaires. Cela contribue à limiter les risques d'abandon du projet d'équipement en aide technique par la personne et les risques de non-utilisation ou d'utilisation inadaptée de l'aide technique. Cela évite aussi les doubles évaluations, sources d'incompréhension pour la personne et de dépenses inutiles.

Publics cibles des projets

–	Personnes âgées à domicile	Personnes en situation de handicap à domicile	Personnes accompagnées par ailleurs	Établissements
Recyclothèque (GIHP Aquitaine)	oui	oui	/	oui
Envie Autonomie (fédération Envie)	oui	oui	/	oui
Ecoreso Autonomie	oui	oui	/	oui
Technicothèque*	oui	oui	/	oui
Conseil départemental de l'Ardèche	oui	oui	/	/
ECOCAT (CHU Limoges)	oui	/	oui	/
Eliad (SAAD Haute-Saône – Doubs)	oui	oui	oui	/
CATH (conseil départemental de l'Isère)	oui	oui	oui	/

*La Technicothèque fait référence aux projets dans les départements de Maine-et-Loire, de la Sarthe, de Loir-et-Cher et de Meurthe-et-Moselle.

Le tableau ci-dessus positionne les différents projets de l'appel à projets en fonction du public auquel ils s'adressent. Il comporte quatre colonnes : personnes âgées à domicile, personnes en situation de handicap à domicile, personnes accompagnées par ailleurs et établissements. Le projet Recyclothèque s'adresse aux trois publics, personnes âgées, personnes en situation de handicap et établissements médico-sociaux et sanitaires, tout comme les projets d'Envie Autonomie, d'Ecoreso Autonomie et de la Technicothèque (sauf pour la Technicothèque 54 pour laquelle les établissements ne constituent pas un public cible). Le projet porté par le conseil départemental de l'Ardèche s'adresse aux personnes à domicile (personnes âgées et personnes en situation de handicap). Les projets Eliad et CATH s'adressent également à ces deux publics à partir du moment où ils les accompagnent par ailleurs. Le projet ECOCAT s'adresse aux personnes âgées, à domicile ou hospitalisées au sein du CHU, inscrites dans la file active de l'UPSAV.

1.2 L'élaboration des projets

1.2.1 Une démarche d'ingénierie et de diagnostic basée sur des études locales

Les dix projets ont été lancés dans leur phase opérationnelle à la suite d'une démarche d'ingénierie minutieuse. Tous les porteurs ont réalisé une étude de faisabilité sur le territoire du projet ou sur chacun des territoires concernés lors de projets multiterritoriaux (ex. : Technicothèque, Envie Autonomie, Ecoreso Autonomie, Recyclothèque). Ces études de faisabilité consistaient en un diagnostic sur les territoires :

- ✓ Des besoins des personnes en matière d'aides techniques (types de publics sous ou mal équipés en aides techniques et ayant des difficultés à s'équiper, manque d'accompagnement...) ;
- ✓ Des gisements d'aides techniques non utilisées et pouvant être réattribuées ;
- ✓ Des actions déjà couvertes et de celles à renforcer ou à mettre en place ;
- ✓ Des acteurs présents dans le cadre des actions déjà réalisées, mais aussi le cas échéant pour repérer les compétences mobilisables en externe par des partenariats.

Le diagnostic des besoins, du gisement et des acteurs présents a souvent été fait avec l'appui de structures partenaires telles que le département, les associations d'aide à domicile, les établissements médico-sociaux... Ces partenaires en phase d'ingénierie pour l'élaboration du diagnostic sont souvent restés partenaires du projet en phase de fonctionnement, notamment par des actions de communication au sein ou en dehors de leur réseau ou, pour certains, pour apporter des compétences complémentaires et nécessaires au porteur de projet. On peut par exemple citer Eliad qui s'est appuyé sur la structure Envie locale pour le réemploi des aides techniques après avoir visité Envie Autonomie en Anjou lors de sa phase de diagnostic.

Enfin, certaines études de faisabilité se sont également attachées à évaluer l'acceptabilité de l'acquisition d'une aide technique de seconde main par les personnes (ex. : Envie Autonomie, Recyclothèque). En effet, malgré les avantages financiers de l'acquisition d'une aide de seconde main, une crainte des personnes à s'équiper avec du matériel d'occasion n'était pas à exclure. Les résultats de ces études (Recyclothèque) font part de retours très positifs de la part des professionnels qui voient dans ces projets la possibilité de faire des essais des aides techniques plus facilement et des réponses « naturelles » à des situations temporaires. Les retours de la part des usagers ont montré une approbation générale de principe en lien avec des valeurs écologiques ou citoyennes, mais une difficulté à se projeter de façon personnelle dans l'accès et l'utilisation d'une aide technique d'occasion dans le cadre du maintien à domicile, notamment en lien avec l'absence d'offre au moment de l'enquête.

Un bon niveau est attendu quant aux performances des aides techniques, à leur hygiène et à leur aspect esthétique, autant de critères à prendre en compte par les porteurs de projets pour la construction de leur offre.

La distinction entre la phase de diagnostic et d'élaboration du projet et la phase opérationnelle est importante pour la plupart des porteurs, car ces deux phases ont, dans de nombreux cas et dans le contexte de 2015 à 2018, mobilisé des financements différents. Par exemple, pour certains projets (ex. : projet Ecoreso Autonomie, projet Envie, projet Recyclothèque...), le financement de la CNSA dans le cadre de l'appel à projets a permis de financer exclusivement la partie ingénierie, ce qui a nécessité pour les porteurs des projets une recherche de financements complémentaires pour la phase opérationnelle.

Niveau d'avancement des projets pendant et après l'appel à projets (AAP)⁷

	Diagnostic pendant l'expérimentation de l'AAP	Modélisation pendant l'expérimentation de l'AAP	Phase opérationnelle pendant l'expérimentation de l'AAP	Phase opérationnelle après l'expérimentation de l'AAP
Recyclothèque (GIHP Aquitaine)	oui	oui	oui	oui
Envie Autonomie (fédération Envie)	oui	oui	oui	oui
Ecoreso Autonomie	oui	oui	oui	oui
Technicothèque*	oui	oui	oui pour le 49 et le 72, non pour le 54 et le 41	oui pour le 49 et le 72, non pour le 54 et le 41
Conseil départemental de l'Ardèche	oui	/	/	/
ECOCAT (CHU Limoges)	oui	oui	oui	projet en cours au moment de la rédaction
Eliad (SAAD Haute-Saône – Doubs)	oui	oui	oui	/
CATH (conseil départemental de l'Isère)	oui	oui	oui	oui

*La Technicothèque fait référence aux projets dans les départements de Maine-et-Loire, de la Sarthe, de Loir-et-Cher et de Meurthe-et-Moselle.

⁷ L'après appel à projets s'entend comme la période s'étendant de la fin de l'appel à projets jusqu'à fin 2018.

Le tableau ci-dessus présente le niveau d'avancement des projets pendant et après l'appel à projets. Il contient quatre colonnes : diagnostic pendant l'expérimentation de l'appel à projets, élaboration du modèle pendant l'expérimentation de l'appel à projets, phase opérationnelle pendant l'expérimentation de l'appel à projets et phase opérationnelle après l'expérimentation de l'appel à projets.

Le conseil départemental de l'Ardèche a conduit une phase de diagnostic pendant l'expérimentation de l'appel à projets ; la Technicothèque 54 a conduit une phase de diagnostic pendant l'expérimentation de l'appel à projets ainsi qu'une phase d'élaboration du modèle pendant l'expérimentation ; la Recyclothèque, Envie Autonomie, Ecoreso Autonomie, la Technicothèque 49, la Technicothèque 72 et CATH ont conduit une phase de diagnostic pendant l'expérimentation de l'appel à projets, une phase d'élaboration du modèle pendant l'expérimentation de l'appel à projets, une phase opérationnelle pendant et après l'expérimentation de l'appel à projets. ECOCAT et Eliad ont conduit une phase de diagnostic ainsi qu'une phase d'élaboration du modèle et une phase opérationnelle pendant l'expérimentation de l'appel à projets.

1.2.2 Différentes typologies de structures porteuses

Il est possible de distinguer trois typologies de projets, selon la construction choisie par les porteurs :

- ✓ Ajout d'un service au sein d'une structure existante ;
- ✓ Mise en place d'un réseau de partenaires ou d'une plateforme ;
- ✓ Création d'une structure *ad hoc*.

Trois projets proposent un service lié aux aides techniques complémentaire à un accompagnement déjà existant. Ces projets n'ont pas donné lieu à la création d'une structure juridique à part entière puisqu'ils visent à compléter des actions déjà en place. Ils correspondent aux projets ciblant un public « plus restreint ». Il s'agit des projets portés par :

- ✓ Eliad : les services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) proposent aux personnes auprès desquelles ils interviennent un accompagnement ergothérapique pour le choix et l'utilisation des aides techniques avec mise à disposition facilitée de celles-ci ;
- ✓ ECOCAT : le prêt gratuit d'aides techniques après préconisations et suivi ergothérapiques est proposé aux usagers de l'UPSAP au sein du CHU de Limoges ;
- ✓ CATH : ce projet, porté par le conseil départemental de l'Isère, a permis une expérimentation par trois SAAD qui proposent un accompagnement à la mise en place d'offres de téléalarme et de lien social pour leurs usagers.

Le projet Recyclothèque, porté par le GIHP Aquitaine, a développé une activité de collecte et de rénovation des aides techniques complémentaire et en lien étroit avec les autres activités de l'association, notamment l'information et l'évaluation des besoins réalisées par le centre d'information et de conseil en aides techniques (CICAT) et le prêt d'aides techniques dans le cadre de l'emploi par la plateforme EPAtch. L'accès aux services de la Recyclothèque est possible pour toute personne, qu'elle soit ou non accompagnée par un autre service du GIHP.

Deux modèles reposent sur la mise en place un réseau de partenaires ou d'une plateforme. Il s'agit de projets s'appuyant sur des structures aux compétences différentes pour chacune des étapes et chacun des services du dispositif sans imposer la création d'une structure *ad hoc* :

- ✓ Le projet Technicothèque entre dans cette catégorie. Il a en effet mobilisé les maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) et des structures externes d'évaluation (ex. : CICAT) pour la préconisation des aides techniques, puis des fournisseurs de matériel médical pour la vente et la remise en état, le cas échéant, des aides techniques ;
- ✓ La Recyclothèque peut également entrer dans cette catégorie dans le sens où elle mobilise plusieurs partenaires pour la réalisation de l'ensemble des activités du projet. La collecte est réalisée par la Recyclothèque, le conseil repose sur des partenaires, dont le CICAT de l'association, et la mise à disposition est assurée par une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) Ecoreso Autonomie créée par ailleurs par le GIHP.

Deux projets ont abouti à la création de structures *ad hoc* pour la conduite de l'activité proposée. Ces projets ont donné naissance à de nouvelles entités juridiques, dissociées des porteurs de projets initiaux. La création de ces « structures mères » a facilité l'essaimage des projets sur plusieurs territoires :

- ✓ Envie Autonomie : l'essaimage du projet Envie Autonomie Anjou sur près d'une dizaine de territoires fin 2018 a conduit à la création d'une structure nationale, Envie Autonomie, qui sera effective début 2019 pour coordonner et harmoniser le fonctionnement de toutes les structures locales ;
- ✓ Ecoreso Autonomie : porté à l'origine par le CEREMH, le projet a donné lieu à la création de la structure nationale Ecoreso Autonomie qui coordonne la création des nouvelles structures sur les territoires et permet un travail commun sur le fonctionnement des SCIC locales.

Les projets ayant donné lieu à la création d'une structure sont de fait les seuls disposant d'une existence juridique propre. Néanmoins, les porteurs de projets, qu'il y ait création de structures ou non, ont des formes juridiques variées : association, établissement hospitalier, collectivité territoriale, SCIC, mutuelle... (voir les monographies).

Typologie des différents projets

–	Offre de services complémentaires liée à un accompagnement déjà existant	Mise en place d'un réseau de partenaires ou d'une plateforme	Création de structures <i>ad hoc</i> pour le fonctionnement du projet
Recyclothèque (GIHP Aquitaine)	complémentarité avec d'autres propositions de l'association	oui	/
Envie Autonomie (fédération Envie)	/	/	oui
Ecoreso Autonomie	/	/	oui
Technicothèque*	/	oui	/
Conseil départemental de l'Ardèche	/	/	/
ECOCAT (CHU Limoges)	oui	/	/
Eliad (SAAD Haute-Saône – Doubs)	oui	/	/
CATH (conseil départemental de l'Isère)	oui	/	/

*La Technicothèque fait référence aux projets dans les départements de Maine-et-Loire, de la Sarthe, de Loir-et-Cher et de Meurthe-et-Moselle.

1.2.3 Favoriser la préconisation et la prise en main des aides techniques

L'appel à projets de 2015 proposait dans son axe 1 de travailler sur la « mise à disposition accompagnée des aides techniques », soit sur l'ensemble des activités d'information, de conseil, d'évaluation des besoins ou d'accompagnement à la prise en main des aides techniques par la personne, ses proches et les professionnels intervenant au quotidien⁸.

Dans certains projets comme ECOCAT ou Ecoreso Autonomie, il est systématiquement proposé à la fois de l'accompagnement et des mises à disposition d'aides techniques.

⁸ L'appel à projets indiquait : « Il s'agit à travers l'appel à projets de repérer et soutenir des modes innovants d'achat et de mise à disposition d'équipements et d'aides techniques individuelles améliorant l'accès aux aides : en termes qualitatifs, car facilitant l'accès à des aides adaptées, par exemple à travers une mise à disposition accompagnée (conseil, possibilité de test), une adaptabilité de la réponse en fonction de l'évolution du besoin, la mise en place par les financeurs d'une offre d'équipements ou de "paniers" d'aides sélectionnées pour leur fiabilité et leur pertinence ; en termes financiers pour l'usager et pour la collectivité, à travers par exemple des achats groupés par des financeurs, des solutions de prêts. »

D'autres projets se sont centrés sur la préconisation d'aides techniques. Il s'agit par exemple du projet porté par Eliad qui se concentre sur l'implication renforcée de l'ensemble des intervenants et sur des interventions ergothérapeutiques pour améliorer l'équipement et l'utilisation des aides techniques. La mise à disposition est facilitée par un partenariat avec un fournisseur de matériel médical, et le réemploi des aides techniques est encouragé par des actions de communication sur les propositions d'Envie Doubs, aujourd'hui Autonomie Franche-Comté.

De la même manière, la vocation première du projet Technicothèque est d'améliorer les préconisations et la prise en main des aides techniques et de réduire les délais d'accès pour les personnes. L'aspect « économie circulaire » du projet se met en place progressivement, mais ne constitue pas le cœur du projet.

La mise en place de projets promouvant la préconisation des aides techniques traduit les besoins diagnostiqués par les porteurs. Les modalités mises en œuvre reflètent notamment la nature des structures ayant porté les projets.

Positionnement des projets sur les activités de préconisation et d'accompagnement des aides techniques

—	Activités internalisées de préconisation des aides techniques	Activités externalisées de préconisation des aides techniques	Activités internalisées d'accompagnement à la prise en main des aides techniques	Activités externalisées d'accompagnement à la prise en main des aides techniques
Recyclothèque (GIHP Aquitaine)	par le CICAT du GIHP	/	par le CICAT du GIHP	/
Envie Autonomie (fédération Envie)	/	/	/	/
Ecoreso Autonomie	/	par un réseau de partenaires	/	par un réseau de partenaires
Technicothèque*	/	par les partenaires	/	par les partenaires
ECOCAT (CHU Limoges)	oui	/	oui	/
Eliad (SAAD Haute-Saône – Doubs)	oui	/	oui	/
CATH (conseil départemental de l'Isère)	oui	/	oui	/

*La Technicothèque fait référence aux projets dans les départements de Maine-et-Loire, de la Sarthe, de Loir-et-Cher et de Meurthe-et-Moselle (30 avril 2019).

N. B. Le projet du conseil départemental de l'Ardèche n'est pas pris en compte dans ce tableau, car il n'a pas donné lieu à une expérimentation.

1.2.4 Participer à l'émergence d'un modèle de « circularisation » des aides techniques

L'axe 2 de l'appel à projets de 2015 proposait de soutenir des projets visant à intégrer une approche d'économie circulaire pour la mise à disposition d'aides techniques. Ces projets d'économie circulaire devaient couvrir différentes étapes, la récupération, la remise en état et la mise à disposition d'aides techniques⁹.

Sur les dix projets financés par la CNSA, sept se sont engagés dans le développement d'activités visant l'économie circulaire des aides techniques. Les activités mises en place sont la collecte des aides techniques chez les particuliers et dans les établissements, leur rénovation et leur mise à disposition, quelle que soit la modalité choisie (vente, location, prêt). Elles impliquent la livraison des aides techniques, la tenue d'un espace de démonstration ou de vente et la mise en place de services de maintenance et de réparation.

Ces activités nécessitent des moyens et des compétences particulières (voir la partie suivante 1.2.5). Ainsi, plusieurs porteurs ont fait le choix d'externaliser tout ou partie des activités liées à l'économie circulaire en s'appuyant sur des partenaires, en particulier lorsque ces activités ne constituaient pas leur cœur de métier ou nécessitaient des investissements et des recrutements importants.

C'est par exemple le cas de la Recyclothèque et de la Technicothèque qui s'appuient sur des partenaires locaux pour la rénovation des aides techniques. Dans les projets Eliad et CATH, la mise à disposition et la remise en état des aides techniques et des aides technologiques sont assurées par des distributeurs. Il est néanmoins important de noter que, pour ces deux projets, l'économie circulaire n'est qu'une composante marginale, l'objectif principal étant l'amélioration de la préconisation et l'aide à la prise en main des aides techniques. Envie Autonomie, quant à elle, réalise l'intégralité des étapes nécessaires à la création d'une économie circulaire des aides techniques, et ce en interne.

Positionnement des projets sur les activités liées à l'économie circulaire des aides techniques

–	Collecte des aides techniques	Rénovation des aides techniques collectées	Mise à disposition des aides techniques	Service de réparation des aides techniques ou service après-vente
Recyclothèque (GIHP Aquitaine)	oui	par la SCIC Ecoreso	par la SCIC Ecoreso	par la SCIC Ecoreso
Envie Autonomie (fédération Envie)	oui	oui	oui	oui
Ecoreso Autonomie	oui	en interne ou par des partenaires	en interne ou par des partenaires	en interne ou par des partenaires

⁹ « L'appel à projets soutiendra des projets intégrant les principes de l'économie circulaire, pour mieux répondre aux besoins et limiter une forme de gaspillage des ressources. Ils pourront s'inscrire dans une démarche d'économie solidaire. Ces projets devront répondre à une démarche qualitativement exigeante de recyclage des aides techniques, couvrant les différentes étapes du processus, de la récupération à la remise en état et à la mise à disposition », texte de l'appel à projets, CNSA, 2015.

–	Collecte des aides techniques	Rénovation des aides techniques collectées	Mise à disposition des aides techniques	Service de réparation des aides techniques ou service après-vente
Technicothèque*	par les PSDM ¹⁰ partenaires	par les PSDM partenaires	par les PSDM partenaires	par les PSDM partenaires
ECOCAT (CHU Limoges)	oui	Oui (aides techniques non technologiques)	oui	oui (aides techniques non technologiques)
Eliad (SAAD Haute-Saône – Doubs)	orientation vers Envie Autonomie	orientation vers Envie Autonomie	orientation vers Envie Autonomie	orientation vers Envie Autonomie
CATH (CD Isère)	oui	par les fournisseurs partenaires	en interne ou par les revendeurs partenaires	par les fournisseurs partenaires

*La Technicothèque fait référence aux projets dans les départements de Maine-et-Loire, de la Sarthe, de Loir-et-Cher et de Meurthe-et-Moselle (30 avril 2019).

N. B. Le projet du conseil départemental de l'Ardèche n'est pas pris en compte dans ce tableau, car il n'a pas donné lieu à une expérimentation.

1.2.5 Les multiples compétences nécessaires à la conduite des projets

Les expérimentations conduites dans le cadre de l'appel à projets révèlent les enjeux et les difficultés rencontrés par les porteurs pour mettre en place des projets incluant à la fois des actions de préconisation et d'accompagnement à la prise en main des aides techniques et des actions de mise à disposition des aides techniques reposant sur les principes de l'économie circulaire. En effet, un projet de préconisations, de mise à disposition et de réemploi d'aides techniques nécessite une multitude de ressources et de compétences complémentaires rarement présentes, au démarrage, au sein d'une seule structure. La préconisation nécessite des compétences ergothérapiques. La mise à disposition requiert des compétences et des ressources logistiques spécifiques pour le stockage, la gestion d'un espace de vente et la livraison à domicile. Le réemploi nécessite quant à lui des ressources et des compétences liées à la collecte, à la rénovation et à la désinfection des aides (espaces dédiés à chaque activité). Aucun des porteurs ayant répondu à l'appel à projets ne possédant toutes ces ressources et compétences initialement, il a donc fallu qu'ils gagnent en expertise sur les volets manquants ou qu'ils fassent appel à des partenaires.

Envie, avant de se lancer dans le réemploi des aides techniques, était une structure spécialisée dans la récupération et la rénovation d'équipements, notamment électroménagers. Si le réemploi faisait partie de ses compétences principales, il a fallu que la structure se familiarise avec le secteur des aides techniques et qu'elle tisse un réseau de partenaires avec lesquels elle n'avait originellement pas l'habitude de travailler pour les distribuer dans les meilleures conditions.

¹⁰ Prestataire de services et distributeur de matériel médical.

À l'inverse, le GIHP Aquitaine est une association gérant plusieurs services en lien avec les aides techniques (CICAT et plateforme de prêts d'aides techniques dans le cadre de la vie professionnelle). Ses compétences sur les aides techniques sont importantes, mais il a fallu qu'il se dote de compétences en matière de collecte des aides techniques chez les particuliers. C'est passé par la montée en compétence des professionnels ainsi que par le partenariat avec des acteurs locaux et des entreprises impliquées dans les enjeux de développement durable.

Enfin, les structures d'aide à domicile ne disposaient pas des moyens et des compétences pour la mise à disposition et le réemploi des aides techniques. Néanmoins, en contact quotidien avec les personnes âgées ou en situation de handicap et avec leurs proches, elles constituent des relais importants pour l'amélioration quantitative et qualitative de l'équipement en aides techniques. Elles peuvent être de bons partenaires pour inciter à l'équipement, mais aussi au don des aides techniques non utilisées (ex. : partenariat Envie/Eliad pour le don et le réemploi des aides techniques).

Différents types de compétences mobilisées par les projets

	Préconisation : compétences présentes initialement	Préconisation : compétences acquises en interne pendant le projet	Préconisation : compétences acquises pendant le projet par des partenariats	Rénovation et distribution : compétences présentes initialement	Rénovation et distribution : compétences acquises en interne pendant le projet	Rénovation et distribution : compétences acquises pendant le projet par des partenariats
Recyclothèque (GIHP Aquitaine)	oui	/	/	/	oui	oui
Envie Autonomie (fédération Envie)	/	/	oui	oui	oui	/
Ecoreso Autonomie	oui	/	/	/	oui	oui
Technicothèque 49	oui	/	oui	/	/	oui
Technicothèque 72	oui	/	/	/	/	oui
Technicothèque 54	oui	/	/	/	/	oui
ECOCAT (CHU Limoges)	oui	/	/	/	oui	/
Eliad (SAAD Haute-Saône – Doubs)	/	oui	/	/	/	oui
CATH (conseil départemental de l'Isère)	oui	/	/	/	oui	oui

N. B. Le projet du conseil départemental de l'Ardèche ne figure pas dans le tableau, car il n'a pas donné lieu à une expérimentation.

2. De multiples déterminants pour l'élaboration de l'offre de services

L'offre de services proposée dans les différents projets a été construite en prenant en compte plusieurs paramètres tels que le public ciblé, les besoins des personnes en aides techniques, les prises en charges financières, notamment au titre de la LPPR, les gisements potentiels d'aides techniques, ainsi que les ressources mobilisables par les porteurs.

2.1 Focus sur les différentes activités et offres proposées dans les projets

Les offres proposées dans les projets permettent de répondre à trois grands types d'objectifs :

1. Accompagner la personne dans le choix et la prise en main des aides techniques ;
2. Appliquer les principes de l'économie circulaire aux aides techniques ;
3. Fluidifier l'accès de la personne aux aides techniques.

On distingue plusieurs grandes catégories d'activités pour tous les dispositifs ; certaines sont généralistes, communes à la mise en place et à la gestion de nombreux services alors que d'autres sont spécifiques aux offres développées autour des aides techniques. Les catégories d'activités généralistes sont l'ingénierie de projet et l'administration et la gestion du dispositif ou de la structure. Elles sont nécessaires à la fois en phase de diagnostic et de conception de l'offre et en phase opérationnelle, mais s'appliqueront de façon sensiblement différente entre ces deux phases. Enfin, des catégories d'activités spécifiques permettent de répondre aux trois grands types d'objectifs cités ci-dessus.

2.1.1 Activités pour accompagner la personne dans le choix et la prise en main des aides techniques

Certains projets sont centrés sur des interventions humaines pour améliorer l'utilisation des aides techniques (projet Eliad par exemple) ; d'autres incluent de façon systématique ou dès que nécessaire des interventions ergothérapiques (ECOCAT, Technicothèque, Ecoreso Autonomie). Ces interventions peuvent viser :

- ✓ Le repérage des besoins en aides techniques ;
- ✓ Le repérage des aides techniques non ou mal utilisées au domicile afin de remédier à une « mauvaise » ou à une sous-utilisation de l'aide technique par un apprentissage ou de rechercher une solution alternative ;
- ✓ La préconisation des aides techniques ;
- ✓ L'aide à la prise en main des aides techniques par la personne, ses proches ou les professionnels intervenant au quotidien.

En plus de ces actions individuelles, des propositions collectives peuvent être faites en direction des personnes âgées ou en situation de handicap, de leurs proches et des professionnels intervenant au quotidien. Il s'agit principalement de sensibilisation et de formation à l'utilité et à l'utilisation des aides techniques.

Lorsque la préconisation est couplée à la mise à disposition d'une aide technique avant contractualisation d'une vente ou d'une location, comme c'est le cas pour Ecoreso, la Technicothèque ou Eliad, se pose la question du libre choix du fournisseur. Elle est traitée de façon différente en fonction des projets ; dans tous les cas, la décision de la personne est recueillie. Pour cela, la structure qui préconise indique que la mise à disposition peut être facilitée en passant également par elle, mais qu'il existe d'autres possibilités.

Il convient toutefois de noter que ceci ne s'applique que lorsqu'il y a échange monétaire. En cas de mise à disposition gratuite comme les prêts (ECOCAT par exemple) ou les dons, la question du libre choix du fournisseur ne se pose pas.

Services proposés par les projets

	Préconisation des aides techniques	Accompagnement à la prise en main	Offre de formation pour les professionnels	Maintenance, réparation et pièces détachées	Services aux établissements (gestion de parc de matériel, maintenance...)
Recyclothèque (GIHP Aquitaine)	oui	/	oui	/	/
Envie Autonomie (fédération Envie)	/	/	/	oui	oui
Ecoreso Autonomie	oui	oui	oui	oui	oui
Technicothèque*	oui	/	oui	oui	/
ECOCAT (CHU Limoges)	oui	oui	/	/	/
Eliad (SAAD Haute-Saône – Doubs)	oui	oui	/	/	/
CATH (conseil départemental de l'Isère)	oui	oui	/	oui	/

*La Technicothèque fait référence aux projets dans les départements de Maine-et-Loire, de la Sarthe, de Loir-et-Cher et de Meurthe-et-Moselle (30 avril 2019).

N. B. Le projet du conseil départemental de l'Ardèche n'est pas pris en compte dans ce tableau, car il n'a pas donné lieu à une expérimentation.

2.1.2 Activités visant l'application des principes de l'économie circulaire aux aides techniques

L'accès aux aides techniques

Ces activités permettent aux personnes âgées ou en situation de handicap, vivant à domicile ou hospitalisées ou accueillies en établissement médico-social, d'accéder aux aides techniques ou d'entretenir les aides techniques qu'elles utilisent déjà. Elles s'inscrivent dans un cadre réglementaire qui peut différer selon le statut de la structure porteuse et selon que l'accès à l'aide technique soit payant ou non.

On retrouve dans les projets de l'appel à projets trois modes d'accès différents à l'aide technique :

- ✓ La vente d'aides techniques neuves ou rénovées :
 - les aides techniques neuves sont proposées à la vente par Ecoreso Autonomie, par la Technicothèque et par Eliad (par le biais de son partenariat avec la Mutualité française de Haute-Saône),
 - les aides techniques rénovées sont proposées à la vente par Envie Autonomie, Ecoreso Autonomie et par le biais de la Technicothèque ;

La location d'aides techniques est proposée à la location par Ecoreso Autonomie et par Envie Autonomie à titre marginal. Ecoreso Autonomie assure également la vente et la location d'aides techniques neuves et rénovées pour la Recyclothèque.

- ✓ Les prêts d'aides techniques sont effectués par ECOCAT, la Technicothèque, la Recyclothèque et Ecoreso Autonomie.

Deux types de prêts peuvent être distingués. Les prêts pour essais permettent de valider l'hypothèse de la pertinence de l'utilisation d'une aide technique ou la définition de caractéristiques ou le choix du modèle d'une aide technique. Les prêts « pour utilisation » sont des prêts plus ou moins longs pour un usage sur la période pendant laquelle la personne a besoin de l'aide technique. Ils sont particulièrement intéressants pour des besoins temporaires. Dans certaines situations, les prêts pour utilisation déboucheront sur l'acquisition d'une aide technique similaire par la personne. Les prêts pour essai sont proposés dans tous les projets cités ci-dessus ; les prêts pour utilisation sont proposés par ECOCAT et par Ecoreso.

Le don d'aides techniques peut également être un mode d'accès à une aide technique, mais n'a pas été mobilisé dans les projets de l'appel à projets.

Ces actions s'accompagnent de services complémentaires et essentiels :

- ✓ La livraison des aides techniques vendues, louées, prêtées ou données ;
- ✓ Le montage et le réglage à domicile des aides techniques vendues, louées, prêtées ou données ;
- ✓ La mise en œuvre des garanties légales des aides techniques vendues ;
- ✓ Le service après-vente des aides techniques vendues ;
- ✓ La maintenance des aides techniques louées et prêtées ;
- ✓ L'accès à des pièces détachées, neuves ou démontées sur des aides techniques et renouvelées ;
- ✓ La récupération au domicile des personnes des aides techniques louées ou prêtées lorsqu'elles ne sont plus utilisées.

Les services proposés sont différents selon les situations. Par exemple, certaines des activités citées sont opposables pour les prestataires de services et distributeurs de matériel médical (PSDM), statut adopté par plusieurs porteurs de projet (Envie et Ecoreso).

Chaque porteur a défini le type d'aides techniques et son mode de mise à disposition selon ses logiques propres, sous-tendues à la fois par les objectifs et les publics cibles et par la recherche d'un modèle économique pérenne. Ecoreso Autonomie a par exemple initialement choisi de vendre d'occasion les aides techniques non remboursées par l'Assurance maladie uniquement. À l'inverse, Envie Autonomie propose à la vente des aides techniques renouvelées, remboursées ou non remboursées par l'Assurance maladie.

Pour ce qui concerne les prêts d'aides techniques, les bénéficiaires peuvent être ou non soumis à conditions de ressources selon les projets. Des conditions de ressources sont prévues dans le cadre d'Ecoreso Autonomie, alors qu'au départ les prêts initiaux d'aides techniques pouvaient concerner tous les usagers de l'UPSAV sans condition de revenus (projet ECOCAT). Le « trop grand succès » des prêts d'aides techniques et la limite du stock ont imposé dans un second temps de construire des critères pour définir les bénéficiaires des prêts.

Enfin, certains projets comme Envie Autonomie ou Ecoreso Autonomie construisent des propositions spécifiques destinées aux établissements médico-sociaux ou de soins, comme la gestion de leur parc de matériel ou encore des services de désinfection.

Les différents modes d'accès aux aides techniques proposés par les projets

–	Prêt pour essais	Prêt pour utilisation	Location	Vente d'aides techniques neuves	Vente d'aides techniques reconditionnées
Recyclothèque (GIHP Aquitaine)	oui	/	oui (par Ecoreso)	/	/
Envie Autonomie (fédération Envie)	oui	/	oui	/	oui
Ecoreso Autonomie	oui	oui	oui	oui	oui
Technicothèque*	oui	/	/	oui	oui
ECOCAT (CHU Limoges)	oui	oui	/	/	/
Eliad (SAAD Haute-Saône – Doubs)	oui	/	/	/	/
CATH (conseil départemental de l'Isère)	/	/	oui	/	/

*La Technicothèque fait référence aux projets dans les départements de Maine-et-Loire, de la Sarthe, de Loir-et-Cher et de Meurthe-et-Moselle (30 avril 2019).

N. B. Le projet du conseil départemental de l'Ardèche n'est pas pris en compte dans ce tableau, car il n'a pas donné lieu à une expérimentation.

Le tableau ci-dessus présente les différents modes d'accès aux aides techniques proposés par les projets. Le tableau comprend cinq colonnes : vente d'aides techniques neuves, vente d'aides techniques reconditionnées, location, prêt pour essai et prêt pour utilisation. La Recyclothèque propose des aides techniques à la location et en prêt pour essai ; Envie Autonomie propose à la vente des aides reconditionnées, des aides à la location et des aides en prêt pour essai ; Ecoreso Autonomie propose des aides techniques rénovées et neuves à la vente, des aides techniques en location et des aides techniques en prêt pour essai ; la Technicothèque propose des aides techniques neuves et rénovées à la vente, ainsi que des aides techniques en prêt ; ECOCAT propose des aides techniques en prêt pour utilisation ; Eliad propose des aides techniques en prêt pour essai ; CATH propose des aides techniques en location et en prêt pour essai.

L'économie circulaire des aides techniques

Ces activités sont, dans un premier temps tout au moins, centrées sur l'allongement de la durée d'usage et, pour les aides techniques qui ne peuvent être réutilisées ou réemployées, sur le recyclage et le traitement des déchets.

Ainsi, les activités ciblées dans cette catégorie d'activité sont notamment :

- ✓ La collecte ;
- ✓ Le nettoyage et la désinfection ;
- ✓ La remise en état par la réparation, le nettoyage, la désinfection... ;
- ✓ Le stockage ;
- ✓ La proposition d'une offre de maintenance du parc d'aides techniques pour les établissements sanitaires et médico-sociaux ;
- ✓ La proposition d'une offre de maintenance ou de réparation pour les particuliers ;
- ✓ La proposition de vente de pièces détachées.

La plupart de ces actions reposent chez les porteurs de projet sur des procédures validées et sont réalisées par des professionnels formés (formations qualifiantes, certifiantes et/ou formations professionnalisantes). Le niveau de technicité de ces activités et le type d'équipement nécessaire pour les conduire sont variables selon les catégories d'aides techniques (voir la partie 5.1.5 du présent document).

2.1.3 Activités permettant de fluidifier l'accès de la personne aux aides techniques

Ces activités ont vocation à réduire les freins que sont les délais d'accès longs aux aides techniques et les freins financiers. Ainsi, elles concernent particulièrement les aides techniques non inscrites à la LPPR ou inscrites à la LPPR, mais avec un reste à charge après la prise en charge par l'Assurance maladie et pour lesquelles les demandes de financement et les délais d'accès sont plus longs.

Les activités peuvent être orientées autour de trois axes majeurs :

- ✓ L'accompagnement administratif pour les demandes de financement ;
- ✓ Les actions pour la construction du plan de financement, l'accès de la personne à des facilités de paiement ou à un micro-crédit par exemple ;
- ✓ Le suivi de la vente ou de la location.

2.2 Les déterminants de la construction des offres

2.2.1 Le public cible

Un des premiers déterminants de la construction de l'offre est, pour de nombreux porteurs, le public auquel il est nécessaire d'apporter des solutions.

Dans le cas d'un service proposé en complément d'un accompagnement déjà existant, le public ciblé est celui des personnes déjà accompagnées par le service. La définition du public cible est alors faite de façon naturelle (patients de l'UPSAV pour ECOCAT, usagers des SAAD pour les projets Eliad et CATH-conseil départemental 38).

En revanche, dans le cas des projets ouverts à un public plus large, il est nécessaire de définir la cible à atteindre : personnes ayant des difficultés à s'équiper en raison de difficultés financières (ex. : Recyclothèque ou Envie), personnes souhaitant être équipées en double d'une aide déjà remboursée une première fois (ex. : Envie Autonomie), personnes pouvant potentiellement bénéficier d'aides financières pour l'équipement en aides techniques (ex. : Eliad, Technicothèque)...

La plupart des projets ciblent à la fois les personnes âgées et les personnes en situation de handicap. Seuls les projets CATH et ECOCAT ciblent exclusivement les personnes âgées.

2.2.2 L'existence ou non d'un remboursement par l'Assurance maladie

À cadre réglementaire constant, des aides techniques non inscrites à la LPPR rénovées peuvent être prises en charge dans le cadre de la PCH¹¹ et de l'APA. En revanche, il existe des limites plus importantes pour les aides techniques inscrites à la LPPR. Par ailleurs, de nombreuses aides techniques, indispensables pour l'autonomie dans des actes de la vie quotidienne par exemple, ne figurent pas dans la LPPR (ex. : aides à la toilette et à l'hygiène).

En raison des difficultés rencontrées pour la prise en charge des aides techniques rénovées lorsqu'elles sont inscrites à la LPPR, certains porteurs de projets ont choisi de différencier leurs offres en fonction de l'existence ou non d'un remboursement par l'Assurance maladie. C'est le cas d'Ecoreso Autonomie qui a fait le choix au début de son activité de proposer à la vente uniquement des aides techniques rénovées non remboursées par l'Assurance maladie. En revanche, la vente d'aides techniques neuves concerne à la fois celles inscrites et celles non inscrites à la LPPR. À l'inverse, Envie Autonomie n'a pas fait de distinction en lien avec la LPPR pour la rénovation et la vente des aides techniques. La structure propose exclusivement des aides rénovées, qu'elles soient inscrites ou non à la LPPR. Les objectifs poursuivis par Envie avec la vente d'aides techniques inscrites à la LPPR rénovées sont la réduction du reste à charge sur des aides techniques très onéreuses ou encore la réponse à un besoin de double équipement lorsque la fréquence de renouvellement prévue dans la LPPR ne permet pas un second achat.

Les stratégies de ces deux structures sont différentes et se sont construites autour de l'existence ou non d'un remboursement par l'Assurance maladie. Envie a une stratégie entièrement tournée vers l'économie circulaire alors qu'Ecoreso Autonomie a une stratégie alliant le neuf et la circularisation des aides techniques.

¹¹ Voir la [question au gouvernement n° 33924](http://questions.assemblee-nationale.fr/q14/14-33924QE.htm), dont la réponse a été publiée au JO le 20 janvier 2015 : <http://questions.assemblee-nationale.fr/q14/14-33924QE.htm>

La prise en charge par l'assurance maladie conditionne aussi la construction de l'offre pour les prêts pour utilisation. Par exemple, ECOCAT (CHRU de Limoges) centre son parc d'aides techniques de prêt sur des familles d'aides techniques non inscrites à la LPPR parce qu'elles sont moins connues et moins accessibles pour les personnes âgées suivies par le service.

2.2.3 Les besoins des personnes et le gisement local

Les besoins du public cible et les caractéristiques du gisement sont deux critères pouvant entrer en compte pour déterminer le type d'aides techniques investis dans le projet.

La détermination des types d'aides techniques à prendre en compte est, dans tous les cas, basée sur les besoins du public cible. Pour les projets ne reposant pas sur la collecte d'aides techniques non utilisées, ce critère était, sinon le seul pris en compte, tout au moins prépondérant.

L'estimation des besoins des personnes a notamment été réalisée par l'analyse des préconisations passées (ex. : ECOCAT) ou par la réalisation d'enquêtes au domicile des personnes (ex. : Eliad, Recyclothèque). Les aides techniques retenues dans la plupart des projets visent l'autonomie et la sécurité dans la vie à domicile (aides à la mobilité, aides à la toilette et à l'habillement).

Pour les projets axés sur le réemploi des aides techniques issues de dons, le type de gisement a été un autre critère important pour déterminer les aides techniques à intégrer dans le programme. Le type d'aides collectées par le don a permis de définir un premier périmètre des aides concernées par le projet (ex. : projet Envie Autonomie). Ensuite, ce périmètre d'aides techniques a été confronté avec les besoins et les demandes des publics cibles en matière de matériel rénové. Or, ces deux composantes ne coïncidaient pas toujours. En effet, les aides techniques collectées en quantité importante sont celles inscrites à la LPPR et sans reste à charge (aides à la marche, chaises garde-robe, fauteuils roulants manuels « standards », lits médicalisés...). Par définition, ceci ne correspond pas aux attentes en termes d'aides techniques plus accessibles financièrement. Les constats ont notamment été faits par Envie, par la Recyclothèque ou par ECOCAT. Pour ECOCAT en particulier, les aides techniques les plus reçues par don étaient des cadres de marche et des cannes anglaises, alors que les aides les plus préconisées par les ergothérapeutes de l'équipe étaient les plots rehausseurs, les pinces de préhension, les chausse-pieds, les barres de lit et barres d'accès baignoire, les personnes étant le plus souvent déjà équipées avec des aides techniques inscrites à la LPPR. L'achat d'aides techniques neuves a donc été nécessaire pour garantir l'adéquation du parc d'aides techniques de prêt avec les besoins des usagers accompagnés et constitue le stock principal des aides prêtées dans le cadre du projet.

2.2.4 Les ressources existantes au sein des structures porteuses

Enfin, les offres de service des différents projets ont été bâties en fonction des caractéristiques et des moyens techniques ainsi que des compétences internes des structures porteuses.

Pour rappel, trois grands objectifs permettent de structurer les réflexions sur ces travaux :

1. Accompagner la personne dans le choix et la prise en main des aides techniques ;
2. Appliquer les principes de l'économie circulaire aux aides techniques ;
3. Fluidifier l'accès de la personne aux aides techniques.

Pour y répondre, il est nécessaire de recourir à des compétences complémentaires. Pour accompagner la personne dans le choix et la prise en main des aides techniques, il faut s'appuyer sur des compétences en réadaptation, notamment ergothérapiques, et dans la majorité des cas pouvoir se rendre au domicile des personnes. Travailler sur les principes de l'économie circulaire pour l'accès aux aides techniques nécessite de s'appuyer sur des compétences logistiques et techniques (maintenance, nettoyage...) qui varient en fonction des types d'aides techniques. De la même façon, le choix et le dimensionnement des véhicules et des zones de travail (atelier, zone de désinfection et de stockage, salle d'exposition...) sont différents selon la technicité et la taille des aides techniques intégrées dans le programme.

Enfin, fluidifier l'accès de la personne aux aides techniques demande de s'appuyer sur des compétences en travail social et d'établir des partenariats.

Concernant la préconisation des aides techniques et l'accompagnement à leur prise en main, Eliad a par exemple embauché un ergothérapeute pour effectuer les préconisations alors que le projet CATH s'est recentré sur les aides technologiques, les auxiliaires de vie ne possédant pas la compétence pour effectuer des préconisations d'aides techniques. Si la solution retenue est différente selon les deux projets, il en ressort néanmoins un constat commun, celui des faibles compétences des auxiliaires de vie pour effectuer une préconisation en aide technique.

Pour le réemploi, les caractéristiques de la structure porteuse (capacités de stockage réduites et interventions sur une zone géographique étendue et peu dense) comme l'absence de technicien ont limité le développement de l'activité. Seules des aides techniques ne prenant pas beaucoup de place, aisées à « vérifier » et à nettoyer, à stocker et à transporter ont été directement mises à disposition des personnes par Eliad. Cela a de fait exclu les fauteuils et les lits médicalisés par exemple. *In fine*, Eliad a développé des partenariats pour permettre la collecte des aides techniques non utilisées au domicile des personnes et pour l'accès aux aides techniques nécessaires.

Les capacités logistiques et les ressources matérielles ont également été un facteur déterminant pour l'élaboration de l'offre de service. Les ressources nécessaires pour la rénovation et la mise à disposition ou la distribution des aides techniques varient selon les types d'aides techniques.

Pour certaines catégories d'aides techniques, le besoin de ressources étant très important et non couvert en interne, certains porteurs de projets se sont appuyés sur un réseau de partenaires. D'autres, de par leur expérience passée dans la logistique et la rénovation (Envie Autonomie), ont pu monter des projets complets de circularisation des aides techniques sans faire appel à des partenaires externes.

Bien que la détermination du type d'aides techniques ait été faite d'après des paramètres différents selon les projets, on retrouve les mêmes grandes familles d'aides dans la plupart des projets : aides techniques à la mobilité et aides techniques pour le maintien à domicile, en particulier pour la toilette.

Plusieurs hypothèses peuvent être faites. Ces orientations trouvent une part d'explication dans le contexte de mise en œuvre des projets, après la publication de la loi pour l'adaptation de la société au vieillissement. Il s'agissait par exemple de cibler la réponse aux besoins des personnes âgées, notamment pour favoriser la prévention et la compensation dans la mobilité et les gestes de la vie quotidienne et pour développer des initiatives locales, éventuellement à des échelles départementales.

L'absence d'aides technologiques plus spécifiques et potentiellement onéreuses dans ces projets (ex. : aides électroniques pour la communication alternative améliorée, pour l'accès à la communication écrite des personnes non voyantes, bras robotisés...) n'obère nullement la réflexion et le développement d'actions pour ces types d'aides techniques.

3. La nécessité d'optimiser la collecte des aides techniques

Le réemploi, par le prêt, la location ou la vente de matériel rénové, des aides techniques nécessite la constitution d'un stock qui peut passer par l'achat d'aides techniques neuves et par la collecte d'aides techniques non utilisées.

Le réemploi d'aides techniques peut permettre de réduire les coûts et le reste à charge pour les personnes, notamment sur des matériels onéreux à l'état neuf. Le don des aides techniques non utilisées représente une solution pour les particuliers ou les établissements ne sachant que faire du matériel encore utilisable dont ils disposent. Enfin, un autre intérêt du réemploi réside dans la réduction des déchets.

Le gisement d'aides techniques non utilisées et leur don constituent donc des composants essentiels à l'émergence d'une économie circulaire des aides techniques. Il apparaît nécessaire aujourd'hui d'en optimiser la collecte pour construire un modèle pérenne et un service optimal.

3.1 Le gisement existant d'aides techniques non utilisées

Il existe un gisement important d'aides techniques non utilisées sur les territoires comme le révèlent les études de diagnostic et de besoins menées par plusieurs porteurs de projets.

Selon les différentes études de faisabilité menées par Envie, il existe sur tous les territoires un important gisement d'aides techniques dans les établissements. À titre d'exemple, l'étude de faisabilité menée par leurs soins dans la Loire a permis de recenser 6 000 lits médicalisés, 4 000 déambulateurs et 1 000 fauteuils roulants manuels pour lesquels de la maintenance ou de la rénovation seraient nécessaires afin qu'ils soient réutilisés. Il s'agit, dans l'ensemble des départements concernés par le projet Envie, des principaux types d'aides techniques des gisements dans les établissements. L'extrapolation des données des différentes études permet à Envie de dénombrer un stock d'environ 140 000 aides techniques non utilisées dans les établissements.

Le gisement des particuliers est plus difficile à quantifier, mais Envie l'estime à environ une aide technique pour mille habitants, soit environ 70 000 aides techniques sur tout le territoire national. Ce gisement est principalement constitué de lits médicalisés et d'aides à la mobilité inscrites à la LPPR.

Le GIHP Aquitaine a mené une enquête pour quantifier et qualifier le gisement présent chez les particuliers. Il est principalement constitué de cannes, de fauteuils roulants manuels et électriques et de béquilles. Ces trois types d'aides techniques, toutes inscrites à la LPPR, représenteraient les deux tiers du gisement.

3.2 Le don et les difficultés liées à sa collecte

3.2.1 Les différentes provenances du don

On compte deux grands types de donateurs : les particuliers, le cas échéant par l'intermédiaire d'un professionnel intervenant au domicile (professionnels des SAAD, infirmiers, kinésithérapeutes ou ergothérapeutes) et les établissements et structures collectives (établissements sanitaires et médico-sociaux, associations...). Dans certains projets, comme celui d'Envie Autonomie, les dons en provenance des établissements sont les plus importants. La possibilité de donner est une solution pratique pour ces établissements qui ont pour la plupart des volumes dévolus au stockage limités. De plus, cela leur permet d'éviter les coûts liés à l'enlèvement d'encombrants s'ils souhaitent jeter ces aides techniques.

Les porteurs de projets constatent une différence du type de matériel entre les dons des établissements et les dons des particuliers. Les dons des particuliers comprennent des types d'aides techniques plus variés, avec parfois du matériel plus « sophistiqué » que les établissements, comme les fauteuils roulants électriques par exemple. Les établissements ont des aides techniques souvent plus « simples », parfois en un nombre important d'exemplaires.

Comme pour le type de matériel, l'état des aides techniques collectées est plus variable lorsque les dons proviennent de particuliers. Certaines aides techniques ont pu être très utilisées et être presque neuves alors que d'autres matériels ne pourront pas du tout être exploités tant pour être réutilisés que pour leurs pièces détachées. À l'inverse, si en établissement les aides techniques sont rarement en très bon état, celles qui sont totalement hors d'usage sont le plus souvent jetées et non stockées en l'attente d'une réutilisation ou d'un don. L'état des aides techniques reçues est une composante importante pour optimiser le processus permettant leur réutilisation en fonction des moyens disponibles (compétences et équipements permettant des opérations de nettoyage et de désinfection uniquement ou également de rénovation) et des objectifs du projet (prélèvement de pièces détachées pour rénover d'autres aides techniques par exemple). Pour faciliter l'étape de reconditionnement et la récupération de pièces détachées, la Recyclothèque a mis en place une phase de qualification du matériel pour don et, par exemple, ne collecte désormais plus que des aides techniques ayant un marquage CE. Si des aides techniques en bon état, mais non marquées CE sont collectées, ou si des aides techniques sont en trop grand nombre, elles sont données à une association partenaire située aux Comores.

3.2.2 L'importance de la communication sur le don

Comme on vient de le voir, les dons des particuliers contribuent fortement à la diversité des aides renouvelées disponibles pour les prêts, la location ou la vente d'occasion. La communication sur la possibilité de faire des dons et sur le devenir des aides techniques tient donc une place importante dans la réussite des projets. Les porteurs s'appuyant sur le don ont tous mené des actions de communication à la fois auprès du grand public et des établissements (affiches, *flyers*). La communication auprès des particuliers a pu être relayée par les professionnels intervenant au domicile (SAAD, SSIAD, libéraux...). Certains porteurs ont également mis en place un numéro de téléphone dédié pour les donateurs afin de répondre à leurs questions et de qualifier le don (type et état des aides techniques concernées). Ces deux points sont considérés comme des préalables à la collecte.

3.2.3 L'éclatement du gisement et les coûts induits par la collecte

Une difficulté de la collecte des aides techniques tient à l'éclatement géographique du gisement, en particulier pour les dons en provenance des particuliers. Cet éclatement, notamment sur les territoires ruraux, entraîne des coûts importants liés à la logistique : coûts de transport et temps de la collecte essentiellement. De plus, même si une qualification du don a eu lieu avant l'enlèvement, il est difficile de s'assurer du potentiel de l'aide technique donnée pour la rénovation ou le prélèvement de pièces détachées. Dans ces conditions, les recettes des ventes et de la location d'aides techniques rénovées ne permettent souvent pas de compenser les coûts de la collecte et de la rénovation, mis à part dans le cas d'aides techniques onéreuses de type fauteuils roulants électriques. Pour diminuer le coût de la collecte, il apparaît donc judicieux de rationaliser les déplacements des équipes de collecte. Pour cela, plusieurs porteurs ont réfléchi à des actions pour optimiser le don (voir la partie suivante 3.3). La Recyclothèque a par exemple structuré sa collecte en s'appuyant sur des acteurs existants de l'économie circulaire (déchetteries et ressourceries notamment) afin de bénéficier de plusieurs points de collecte et d'éviter un grand nombre de déplacements au domicile des particuliers. Les agents des déchetteries ont été sensibilisés pour reconnaître les aides techniques à leur arrivée, et des zones dédiées dans les déchetteries de la région ont été mises en place. En complément et en s'appuyant sur les collectivités volontaires, des points de collecte ont été installés dans les mairies.

3.2.4 La nécessité de clarifier certains aspects juridiques

Enfin, le don a pu poser des questions juridiques à certains porteurs de projets. Chaque porteur souhaitant intégrer des aides techniques issues de dons dans le parc d'aides techniques utilisé pour le projet a dû s'assurer de sa possibilité de recevoir des dons en tenant compte de son statut et du type de don. Des documents permettant la formalisation et la traçabilité des dons ont été construits. Les modalités d'inscription des produits des dons dans les écrits comptables et les incidences fiscales ont été étudiées.

Le don constitue la base de la collecte, mais il peut être compliqué à mettre en œuvre d'un point de vue juridique.

Enfin, il convient de noter qu'un travail similaire a été nécessaire pour les dons de la structure vers les utilisateurs des aides techniques dans les projets intégrant cette action.

3.3 La nécessité de structurer la collecte pour l'optimiser

En partant du constat d'un coût élevé dû à un éclatement du gisement et à l'absence de structuration, il est nécessaire d'organiser la collecte pour l'optimiser. Cela peut passer par plusieurs mesures comme la qualification plus précise du don avant enlèvement, l'encouragement des personnes à se déplacer lorsqu'elles le peuvent et que les aides ne sont pas trop volumineuses, mais surtout par la mise en place de points de collecte à différents endroits du territoire. Les trois projets mobilisant le plus le don, Ecoreso Autonomie, la Recyclothèque et Envie Autonomie, travaillent d'ailleurs à la mise en place de partenariats pour la gestion de points de collecte (dans les établissements médico-sociaux par exemple, dans des recycleries...) bien qu'une part incompressible d'aides restera à collecter directement chez les particuliers et dans les établissements.

Le GIHP Aquitaine a particulièrement investi ce sujet dans le projet Recyclothèque en travaillant à la fois sur la qualification du don et sur la proposition de plusieurs modalités de collecte.

La qualification du don est réalisée lors du premier contact, par téléphone, sur la base de critères définis. En fonction du résultat, l'aide technique est collectée ou, si l'aide technique n'est pas jugée exploitable, la personne est réorientée vers une solution pour que le matériel soit recyclé. La qualification du don avant collecte limite à la fois le poids financier global de la collecte en évitant des déplacements « à perte », mais aussi les frais des opérations suivantes comme le stockage et l'élimination de ces aides techniques.

Ensuite, la collecte peut être réalisée par une récupération directement chez le donateur en mutualisant les « tournées de collecte », par un dépôt directement sur la plateforme de la Recyclothèque pour les gens pouvant s'y déplacer, ou encore par un dépôt en proximité dans le cadre de partenariats avec des déchetteries, des recycleries et tout autre point de collecte envisageable (mairie, associations par exemple).

La Recyclothèque a également identifié deux enjeux liés au don dans le montage de son projet, la charge affective liée au don et la nécessité de mener des actions de prévention des risques professionnels pour le personnel chargé de la collecte.

Le don d'une aide technique peut être empreint d'une forte charge affective. Il ne s'agit donc pas pour le personnel de collecte de « débarrasser » le donateur de son aide technique, mais d'être à l'écoute de « l'histoire du matériel » et de l'impact psychologique de ce don. Ce dernier peut en effet être lié à la perte d'un proche ou à l'aggravation d'un handicap.

Le projet a été cofinancé par la branche risques professionnels de la caisse d'assurance retraite et de la santé au travail (CARSAT) Aquitaine ; la question des risques professionnels s'est rapidement posée. Le porteur a travaillé sur la prévention des troubles musculo-squelettiques et des risques psychosociaux liés à la collecte et à la remise en état du matériel et a sensibilisé ses agents de collecte aux risques liés à la manutention des aides techniques, aux risques chimiques liés à leur désinfection ainsi qu'aux risques psychosociaux et à la charge émotionnelle que peut représenter dans certains cas la rencontre à domicile de donateurs vivant des situations difficiles. Cette sensibilisation et cette prévention ont notamment été conduites avec le soutien technique et financier de la CARSAT pour la partie risques professionnels et de l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS).

4. La rénovation des aides techniques : une activité à sécuriser

Quel que soit le degré d'intervention sur les aides techniques réemployées (contrôle visuel, nettoyage et désinfection des aides techniques non technologiques comme les rehausseurs de meubles ou rénovation complète des fauteuils roulants par exemple), les porteurs de projet ont mis en place des procédures pour les opérations effectuées : nettoyage, désinfection, rénovation, transports... Elles ont été élaborées en s'appuyant sur les procédures déjà existantes et en s'adossant aux compétences internes à la structure (services d'hygiène du CHU pour ECOCAT), ou à des compétences externes (CARSAT et INRS pour des procédures garantissant à la fois la sécurité des utilisateurs des aides techniques et celle des professionnels pour la Recyclothèque). L'utilisation de normes déjà existantes a bien sûr été prise en compte, dont les normes ISO relatives à la maintenance.

La poursuite du travail d'élaboration de procédures et leur harmonisation permettra de sécuriser encore les utilisateurs au niveau national et de renforcer leur confiance et celle de l'ensemble des acteurs (proches, prescripteurs, préconisateurs, financeurs) dans la qualité des aides techniques réemployées ou réutilisées, ainsi que la légitimité des structures porteuses.

4.1 Obligations légales pour les aides techniques rénovées, en vente, en location ou en prêt¹²

4.1.1 La matériovigilance

La matériovigilance est définie dans le Code de la santé publique¹³. Elle correspond au contrôle devant être exercé sur les dispositifs médicaux après leur mise sur le marché, notamment sur l'ensemble des aides techniques inscrites à la LPPR. Elle a pour objectif d'évaluer les incidents et les risques d'incidents mettant en cause des dispositifs médicaux.

La matériovigilance comprend ainsi :

- ✓ Le signalement et l'enregistrement des incidents ou des risques d'incidents ;
- ✓ L'enregistrement, l'évaluation et l'exploitation de ces informations dans un but de prévention ;
- ✓ La réalisation de toutes études ou travaux concernant la sécurité d'utilisation des dispositifs médicaux ;
- ✓ La réalisation et le suivi des actions correctives décidées.

Tout usager ou professionnel de santé se doit de signaler un événement dont les effets indésirables ou les incidents sont liés aux produits de santé. Toutefois, seuls les incidents ou risques d'incidents mettant en cause un dispositif ayant entraîné ou étant susceptible d'entraîner la mort ou la dégradation grave de l'état de santé d'un patient, d'un utilisateur ou d'un tiers doivent obligatoirement être signalés, sous peine de sanctions financières.

¹² Source de cette partie : cabinet Gide.

¹³ Articles R. 5212-1 et R. 5212-2.

Le règlement européen 2017/745 relatif aux dispositifs médicaux encadre la mise sur le marché européen des dispositifs médicaux, notamment dans un objectif de sécurité pour leurs utilisateurs. Ces dispositions s'appliquent tout au long de la durée d'utilisation des dispositifs médicaux, pour les dispositifs médicaux neufs ou d'occasion. Ce règlement catégorise les dispositifs médicaux en fonction du risque potentiel pour les utilisateurs. Il distingue, en plus des dispositifs médicaux implantables actifs (DMIA) et des dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro* (DMDIV), quatre classes (I, IIa, IIb, III) ; la classe I correspond au niveau de risque le moins élevé et la classe III au niveau de risque le plus élevé. La plupart des aides techniques correspondent à des dispositifs médicaux de classe I ou IIa. L'annexe 4 rappelle les quatre classes avec des exemples de dispositifs médicaux pour chacune.

Ce règlement européen 2017/745 sera applicable progressivement selon les dispositions et la classe des dispositifs médicaux, de mi-2020 à mi-2025¹⁴. Les obligations pour les distributeurs peuvent concerner la phase précédant la commercialisation ou la période la suivant.

Avant la commercialisation, il s'agit de :

- ✓ Vérifier que le dispositif porte le marquage Conformité européenne (CE) et que la déclaration de conformité Union européenne (UE) du dispositif a été établie en français pour une commercialisation en France ;
- ✓ Vérifier que le dispositif est accompagné d'une étiquette et d'une notice en français pour une commercialisation en France ;
- ✓ Vérifier que le fabricant a attribué une identification unique des dispositifs (IUD) au dispositif ;
- ✓ Vérifier le cas échéant que les informations relatives à l'importateur sont présentes sur le dispositif, sur son conditionnement ou sur un document l'accompagnant ;
- ✓ Veiller à ce que les conditions de stockage et de transport soient conformes aux conditions fixées par le fabricant.

Après la commercialisation, il est obligatoire pour le distributeur :

- ✓ D'informer immédiatement le fabricant et, le cas échéant, le mandataire et l'importateur et de coopérer pour que des mesures soient prises lorsqu'il considère qu'un dispositif qu'il a mis à disposition n'est pas conforme au règlement ;
- ✓ D'informer l'autorité compétente en cas de risque grave ;
- ✓ De tenir un registre des réclamations, des dispositifs non conformes et des rappels et retraits ;
- ✓ De transmettre au fabricant et, le cas échéant, à son mandataire et à l'importateur toute réclamation ou signalement d'un professionnel de santé, d'un patient ou d'un utilisateur lié ou susceptible d'être lié à un dispositif qu'il a mis à sa disposition ;
- ✓ De prendre les mesures appropriées lorsqu'une autorité compétente identifie un risque inacceptable pour la santé et la sécurité.

¹⁴ Ces règles sont applicables à toutes les classes de dispositifs médicaux, sauf mentions spécifiques indiquées dans le texte.

Des dispositions complémentaires sont prévues pour les dispositifs médicaux ayant un niveau de risque plus élevé ou pour les dispositifs médicaux implantables.

Ces obligations s'appliquent aux projets fournissant des aides techniques d'occasion lorsque celles-ci entrent dans la catégorie des dispositifs médicaux.

Enfin, en complément, des règles spécifiques plus strictes sont définies pour la cession à titre onéreux ou non de dispositifs médicaux recensés dans une liste établie par le directeur de l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM). Ces obligations sont précisées dans les articles R. 5212-35-1 à R. 5212-35-6 du Code de la santé publique. Le vendeur ou le donateur doit établir une attestation technique préalable qui certifie que le dispositif médical d'occasion a fait l'objet d'une maintenance régulière et qui fournit les indications nécessaires à l'identification et à la bonne connaissance du dispositif médical. Il doit accompagner cette attestation d'un dossier comportant l'ensemble des informations sur la maintenance, les contrôles qualité et les modifications apportées au dispositif depuis son acquisition.

À ce jour, nous n'avons pas repéré d'aides techniques prises en compte dans les projets pour lesquelles ces dernières dispositions s'appliquent.

4.1.2 Les garanties légales et commerciales applicables au matériel rénové

Le vendeur d'une aide technique, comme tout vendeur d'un bien mobilier, a l'obligation de la garantir, que l'aide technique soit neuve ou d'occasion. Trois garanties légales sont définies dans le cas de vente de biens mobiliers.

Le vendeur doit garantir l'acheteur contre la dépossession du bien, c'est-à-dire lui assurer la possession paisible de celui-ci après sa délivrance. C'est ce que l'on appelle la garantie d'éviction. Il doit également garantir l'acheteur, quelle que soit la nature de ce dernier, contre les vices cachés. En outre, si l'acheteur est un consommateur¹⁵, il bénéficiera alors, en plus des garanties précédemment listées, de la garantie de conformité. Il est également possible qu'une garantie commerciale (donc non obligatoire) ou un service après-vente soit proposé par le vendeur.

La garantie légale de conformité

Il s'agit de l'obligation qu'a le vendeur de livrer un bien conforme au contrat, c'est-à-dire conforme à l'usage attendu et à la description faite par le vendeur. Cette garantie est obligatoire pour les aides techniques neuves comme d'occasion. Pour les aides techniques d'occasion, la durée minimale de cette garantie, à compter de la date de délivrance de l'aide, n'est que de 6 mois, contre 24 mois pour les aides neuves. Cette garantie est obligatoire et gratuite.

La garantie légale des vices cachés

Il s'agit de l'obligation pour le vendeur de garantir le bien contre les défauts cachés du produit qui le rendent impropre à l'usage auquel il est destiné ou qui réduisent tellement cet usage que l'acheteur ne l'aurait pas acquis, ou à un coût moindre. Le défaut doit être antérieur à la vente. Cette garantie est obligatoire pour les aides neuves et d'occasion et est d'une durée de deux ans dans tous les cas. Elle est également gratuite.

¹⁵ D'après le Code de la consommation, un consommateur est « toute personne physique qui agit à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale ». Les sociétés et les associations ne sont donc pas considérées comme des consommateurs.

La garantie commerciale

Il s'agit d'une garantie s'ajoutant aux garanties légales et pouvant être proposée par le vendeur. Cette garantie doit être écrite, et ses modalités sont définies dans le contrat. Elle n'est pas obligatoire et pas toujours gratuite.

4.2 L'harmonisation des procédures de rénovation

En l'absence de normes existantes pour la rénovation des aides techniques d'occasion, Envie Autonomie et Ecoreso Autonomie, les deux porteurs de projet ayant internalisé ces actions, ont construit leurs propres procédés de rénovation des aides techniques. Néanmoins, afin de favoriser l'essaimage et pour garantir la qualité des aides techniques rénovées dans l'ensemble de son réseau, Envie Autonomie travaille actuellement à l'établissement d'une norme volontaire de rénovation des aides techniques avec l'AFNOR (Association française de normalisation). Ecoreso Autonomie s'appuie quant à lui sur les conditions de remise à neuf fournies par les fabricants.

Les procédures d'hygiène des aides techniques d'occasion ont également été fixées par les porteurs de projet et ne font pas l'objet d'une harmonisation pour le moment. Envie Autonomie a opté pour une procédure de nettoyage et d'aseptisation par la vapeur sèche, technique également utilisée dans des établissements d'accueil et dans des hôpitaux. ECOCAT a adopté les procédures internes du centre hospitalier universitaire (CHU) de Limoges pour le nettoyage et la désinfection des aides techniques prêtées en distinguant trois circuits de nettoyage et de désinfection en fonction des produits. Dans le cadre de l'expérimentation de la Recyclothèque, la Recyclothèque, le réseau prévention (CARSAT Aquitaine, INRS) et le comité de prévention des infections associés aux soins (CPIAS) Nouvelle Aquitaine ont constitué un groupe de travail afin d'accompagner le GIHP Aquitaine sur la prévention des risques professionnels lors des activités de collecte, de recyclage et de remise en état, dans le cadre de son projet de recyclage d'aides techniques. L'aboutissement de ce groupe de travail est la conception d'un dépliant d'information sur les risques professionnels liés à l'activité de nettoyage et de désinfection des aides techniques et sur les solutions de prévention. Destiné aux fournisseurs d'aides techniques, aux professionnels de santé, aux professionnels du recyclage des aides techniques et aux préventeurs, sa publication est prévue courant 2020.

Si tous les projets de réemploi des aides techniques ont mis en place des procédures bien définies de rénovation ainsi que de nettoyage et de désinfection des aides techniques d'occasion, leur harmonisation permettrait sans aucun doute d'améliorer la confiance des utilisateurs dans les aides techniques réemployées et de faire gagner le secteur en légitimité.

4.3 La question de la capacité des structures à se lancer dans une activité de circularisation des aides techniques dans un cadre marchand

Le lancement d'une activité de réemploi des aides techniques dans un modèle de vente ou de location nécessite deux types de compétences essentielles : des compétences logistiques et techniques pour la collecte et la rénovation des aides techniques et des compétences en vente ou location de matériel médical. Depuis 2011¹⁶, une formation sur plusieurs jours est obligatoire pour exercer la fonction de prestataire de service et de matériel médical, tant pour les professionnels intervenant au contact des personnes que pour ceux garants de l'application des règles professionnelles. Il est ainsi nécessaire que les projets comptent dans leurs effectifs des techniciens de maintenance du matériel médical et du matériel lié au handicap ayant suivi les modules de formation « Prestataire de services et distributeur de matériels » – PSDM – et « Vente et location de véhicules pour personnes handicapées » – VPH – pour les projets incluant la location ou la vente de fauteuils roulants.

Par ailleurs, la rénovation des aides techniques peut engendrer des coûts importants en raison du temps passé par les techniciens. Le temps passé diffère selon la complexité et les fonctionnalités de l'aide technique et selon son état général. Les aides techniques nécessitant le moins de temps de rénovation sont les aides peu technologiques telles que les chaises percées, les sièges de douche, les tables de lit, les déambulateurs. À l'inverse, les aides techniques les plus longues à rénover sont les lits douches, les fauteuils roulants électriques et les lève-personnes. Toutefois, ces aides sont également celles qui coûtent le plus cher à la revente, ce qui permet ainsi de compenser les frais de rénovation.

Aucun des projets n'a réalisé pour le moment d'étude détaillée, aide technique par aide technique, des coûts de collecte et de rénovation par rapport aux recettes générées par leur vente ou leur location.

Gestion de l'activité de rénovation par les porteurs de projets

–	Rénovation internalisée	Rénovation externalisée	Pas de rénovation
Recyclothèque (GIHP Aquitaine)	oui	/	/
Envie Autonomie (fédération Envie)	oui	/	/
Ecoreso Autonomie	oui	/	/
Technicothèque*	/	oui	/
ECOCAT (CHU Limoges)	/	/	oui
Eliad (SAAD Haute-Saône – Doubs)	/	/	oui
CATH (conseil départemental de l'Isère)	/	oui	/

*La Technicothèque fait référence aux projets dans les départements de Maine-et-Loire, de la Sarthe, de Loir-et-Cher et de Meurthe-et-Moselle (30 avril 2019).

N. B. Le projet du conseil départemental de l'Ardèche n'est pas pris en compte dans ce tableau, car il n'a pas donné lieu à une expérimentation.

¹⁶ Arrêté du 23 décembre 2011 relatif à la formation préparant à la fonction de prestataire de services et distributeur de matériels, y compris les dispositifs médicaux, destinés à favoriser le retour à domicile et l'autonomie des personnes malades ou présentant une incapacité ou un handicap.

Enfin, les projets de réemploi proposant également des services de préconisation des aides nécessitent des compétences ergothérapeutiques (ex. : projet Ecoreso Autonomie).

Or, comme vu au paragraphe 1.2.5 relatif aux compétences, aucun des porteurs de projets ne possédait toutes ces compétences en interne au moment du démarrage de leur projet. Les structures ont donc dû monter en compétences sur les volets qu'elles ne maîtrisaient pas ou compléter leurs compétences sur des volets spécifiques, soit par le recrutement (Envie Autonomie, Ecoreso Autonomie, Eliad), soit par l'externalisation et par la conclusion de partenariats avec des structures possédant des compétences complémentaires (ex. : Ecoreso Autonomie, Eliad, Recyclothèque).

❖ **Obligation des prestataires de services et distributeur de matériel (PSDM)**

Les PSDM sont soumis à la réglementation suivante :

- ✓ Pour la matériovigilance, articles R. 5212-2 et R. 5212-3 du Code de la santé publique (CSP) ;
- ✓ Pour la maintenance des dispositifs médicaux, article R. 5212-25 du CSP ;
- ✓ Pour la formation obligatoire des professionnels, décret n° 2006-1637 du 19 décembre 2006 et arrêté du 23 décembre 2011 ;
- ✓ Pour les modalités de la délivrance de certaines catégories de dispositifs médicaux, arrêté du 19 décembre 2006.

Pour pouvoir respecter ces obligations, notamment celles liées à la matériovigilance, à l'entretien et à la maintenance du matériel, il est nécessaire que les salariés des PSDM aient suivi une formation spécifique. Le décret du 19 décembre 2006 relatif aux conditions d'exercice des PSDM distingue le « personnel intervenant » et le « personnel garant ». Le personnel intervenant délivre les matériels et services et identifie le contexte réglementaire, le personnel garant garantit les règles de bonnes pratiques, les règles professionnelles, explique le contexte réglementaire et vérifie son respect. Il s'agit de professionnels de santé pour les dispositifs médicaux de catégories 1, 2 et 3 (perfusion, oxygénothérapie, nutrition entérale, ventilation, aérosolthérapie, appareillage PPC – pression positive continue). Pour la catégorie 4 correspondant aux aides techniques, lits médicaux, matériels de prévention d'escarres, véhicules pour personnes handicapées, il n'est pas nécessaire que ce soit un professionnel de santé, mais une personne ayant été formée pour être garant. Le personnel intervenant et le personnel garant doivent avoir reçu une formation spécifique, en fonction de leur profil, qui porte sur le contexte réglementaire, l'environnement professionnel, l'hygiène et la sécurité, l'intervention auprès du patient.

5. Conclusion : synthèse des enseignements des projets soutenus et conditions de pérennisation et d'essaimage des modèles viables

La plupart des projets prévoyaient une phase de réalisation d'études de faisabilité ou de diagnostic. À l'issue de cette partie des travaux, les objectifs initiaux ont pu être redéfinis. Ils ont également pu être ajustés au cours de la phase opératoire quand c'était nécessaire. Ces réajustements ne signent en aucun cas l'échec des projets ou le non-intérêt des objectifs, initiaux ou réajustés, mais représentent des enseignements, des retours d'expériences et des repères à prendre en compte pour développer des actions similaires.

Par exemple, le projet porté par Eliad a mobilisé les professionnels dans le repérage des besoins après des temps importants de sensibilisation et d'information par un ergothérapeute. Il a mobilisé des compétences ergothérapiques pour la préconisation des aides techniques et leur prise en main et, enfin, il a fait le choix de s'appuyer sur des partenaires externes pour la mise à disposition en limitant dans un premier temps les actions sur le réemploi et la réutilisation.

Autre exemple, le projet mené en Ardèche a réorienté ses priorités vers des actions visant l'amélioration des connaissances des professionnels concernés, professionnels des SAAD notamment, sur les aides techniques. Toutefois, les réorientations effectuées par chaque projet ont permis d'améliorer le taux d'équipement en aides techniques des publics visés, l'adéquation des aides techniques préconisées avec les besoins des personnes à domicile et leur prise en main, aujourd'hui mesurées par les retours qualitatifs de certains porteurs.

5.1 Enseignements de l'appel à projets

Les expérimentations et projets lancés dans le cadre de l'appel à projets « Économie circulaire des aides techniques » permettent de dégager plusieurs enseignements transversaux ayant trait :

- ✓ Au repérage des besoins ;
- ✓ À l'évaluation des besoins, à la préconisation et à la prise en main des aides techniques ;
- ✓ Aux essais, délais et conditions de mise à disposition ;
- ✓ À la collecte des aides techniques ;
- ✓ Au nettoyage, à la désinfection, à la rénovation et au stockage des aides techniques.

5.1.1 Le repérage des besoins

Pour être réalisée par les professionnels de soutien à domicile, notamment les professionnels des SAAD, l'activité de repérage des besoins nécessite un travail préalable de sensibilisation, comme l'ont montré les projets portés par Eliad et le conseil départemental de l'Ardèche. Parmi ces professionnels, on constate des différences sensibles entre ceux ayant une formation d'aide-soignant et ceux ayant une formation d'aide médico-psychologique ou d'auxiliaire de vie ou sans formation spécifique (observation dans le projet d'Eliad). De façon générale, il existe des risques à faire reposer le repérage des besoins en aides techniques uniquement sur les aides ménagères et auxiliaires de vie à domicile sans appui spécifique (conclusion des projets Eliad et du conseil départemental de l'Isère). L'ensemble de ces actions, dont le travail de sensibilisation et de formation de ces professionnels, comporte également de nombreux effets positifs, tant sur le repérage des besoins que sur la valorisation des professionnels.

5.1.2 L'évaluation des besoins, la préconisation et la prise en main des aides techniques

Au-delà du repérage des besoins, l'évaluation des besoins, la préconisation et la prise en main des aides techniques nécessitent de recourir à des compétences spécifiques et notamment à des compétences ergothérapeutiques. Certains projets, comme Envie Autonomie, se sont appuyés sur des partenaires (professionnels de soins de suite et de réadaptation – SSR – et du secteur médico-social par exemple) pour sécuriser le travail de préconisation, notamment dans le cas des fauteuils roulants électriques. D'autres ont fait le choix de recruter des ergothérapeutes. Néanmoins, pour les projets ayant internalisé des ergothérapeutes, la nécessité subsiste de trouver un mode de financement pérenne des ressources humaines sur ces actions (Eliad, Technicothèque, Ecoreso Autonomie...).

5.1.3 Les essais, les délais et les conditions de mise à disposition

De nombreux projets de l'appel à projets comme ECOCAT, Eliad, la Technicothèque ou Envie Autonomie, entre autres, offrent la possibilité d'essayer les aides techniques en situation de vie réelle des personnes, et ce sur des durées de plusieurs jours à plusieurs semaines dans la plupart des cas. Il apparaît que ces essais sont nécessaires pour ajuster le projet et le type d'aide technique (choix d'utiliser ou pas l'aide technique et de changer de type d'aide technique) et améliorer ainsi le taux d'utilisation des matériels. Le projet ECOCAT relève par exemple des taux d'utilisation très encourageants à six mois des aides techniques « conservées ». De plus, les projets ont, pour la plupart d'entre eux, réduit les délais et facilité les conditions d'accès aux aides techniques. En permettant la mise à disposition définitive de l'aide technique essayée, les projets tels que la Technicothèque ou Eliad limitent les interventions à domicile et les changements d'aide technique, qui peuvent être déstabilisants pour la personne. De façon générale, il ressort des projets ECOCAT et Eliad que la mise à disposition de l'aide technique dans le cadre d'une intervention globale constitue un facteur d'acceptabilité par la personne, tout comme un bon moyen d'évaluer son utilisation à moyen terme et d'ajuster le projet aux besoins de la personne si nécessaire. Enfin, les zones d'intervention des projets pratiquant différents types de mise à disposition des aides techniques (comme Envie Autonomie, Ecoreso Autonomie ou la Recyclothèque) sont distinctes en fonction des aides techniques : la zone d'intervention est restreinte au territoire proche pour les aides techniques potentiellement fréquemment préconisées et peu personnalisées, alors qu'elle est plus large pour les aides techniques moins souvent préconisées ou plus personnalisées.

5.1.4 La collecte des aides techniques

Il ressort des conclusions que l'on peut tirer de l'appel à projets que la collecte induit des coûts importants qu'il convient de ne pas négliger. Pour les optimiser, les porteurs des projets Recyclothèque, Envie Autonomie ou Ecoreso Autonomie ont réfléchi à plusieurs possibilités telles que la mobilisation des donateurs pour apporter à la structure de rénovation les aides techniques pouvant être aisément transportées, l'établissement de relais comme des « points collecte » dans des mairies, des établissements médico-sociaux ou des déchetteries, la qualification la plus fine possible du don avant enlèvement et l'établissement de conventions avec des établissements sanitaires et médico-sociaux. Pour cette activité de collecte, il ressort qu'il est possible de mobiliser des acteurs du territoire spécialisés dans le développement durable et la gestion des déchets comme l'ADEME, les collectivités, les déchetteries ou les recycleries.

Le projet Recyclothèque a également mis en avant l'importance, dans la collecte, de travailler à des fonctionnements respectueux des donateurs, en particulier lorsque la non-utilisation de l'aide technique fait suite à une évolution défavorable de la situation de la personne (décès, évolution des capacités fonctionnelles par exemple). La collecte pose également des questions de santé et de sécurité pour les agents qui en ont la charge. Il est donc apparu nécessaire, notamment pour les projets Recyclothèque et Envie Autonomie, de prévoir des équipements spécifiques et de créer des procédures garantissant à la fois les bonnes conditions d'hygiène sur le cycle des aides techniques, mais aussi la sécurité des agents et la prévention des risques professionnels.

Pour garantir un nombre de dons significatifs, les projets s'appuyant sur le don ont mis en place des campagnes de communication et d'information sur la collecte en s'appuyant sur les professionnels (projets ECOCAT et Recyclothèque), en créant des espaces internet (Recyclothèque, ECOCAT, Envie...), en mettant en place une ligne téléphonique dédiée (Recyclothèque).

On observe divers modes de fonctionnement liés au don et à la collecte. Le retour de l'aide technique quand la personne n'en a plus l'usage peut être anticipé dès sa mise à disposition (ECOCAT, Technicothèque...). L'aide technique peut être prêtée à la personne ; le porteur du projet en reste alors propriétaire (ECOCAT). Enfin, le premier propriétaire peut donner mandat au porteur du projet pour rénover et réattribuer l'aide technique à un second utilisateur (Technicothèque). Des points nécessitant des éclaircissements demeurent néanmoins concernant la réception des dons selon le statut de la structure notamment.

5.1.5 Le nettoyage, la désinfection, la rénovation et le stockage des aides techniques

Les activités de nettoyage, de désinfection, de rénovation et de stockage des aides techniques ont fait l'objet, pour tous les projets les pratiquant, de procédures construites et font appel à des compétences identifiées. Ces procédures s'appuient par exemple sur les éléments fournis par les fabricants des aides techniques et obligatoires dans le cas de dispositifs médicaux au sens de la réglementation européenne. Envie Autonomie travaille conjointement avec l'AFNOR à l'élaboration d'une norme d'application volontaire sur la rénovation des aides techniques.

Au-delà des procédures de rénovation, les équipements pour réaliser ces activités sont à dimensionner, notamment selon le type d'aides techniques (locaux, procédures de nettoyage et de désinfection, outillage...). Une mutualisation des lieux de rénovation et de désinfection pour plusieurs points de distribution peut s'avérer utile (projets Envie Autonomie et Ecoreso Autonomie). On peut en effet distinguer trois types d'aides techniques.

Les aides techniques « low tech » ou « de faible technologie »

Les aides techniques de faible technologie incluent les produits demandant un contrôle visuel de l'état sans démontage par un technicien pour vérifier le bon état (absence de corrosion des parties métalliques, absence de rupture de continuité des revêtements...), accompagné d'opérations de nettoyage et d'aseptisation. Cette catégorie correspond par exemple aux tabourets de douche, planches de bain, cannes et déambulateurs, cadres de w.-c., tables de lit, dossierets de lits, pupitres simples pour livres, la plupart des aides techniques pour la préparation et la prise du repas...

Les aides techniques dont la maintenance demande des compétences techniques plus élevées

Elles peuvent correspondre à des aides techniques ayant des fonctions très variées, mais le point commun est le recours à des compétences de technicien pour leur maintenance ou leur réparation et rénovation. En effet, les procédures de maintenance et de remise en état avant réemploi ou réutilisation nécessitent des connaissances et des compétences techniques spécifiques (en électricité, électronique ou hydraulique par exemple). Cette catégorie comprend par exemple les aides techniques à la mobilité comme les fauteuils roulants électriques ou les scooters, des aides aux transferts comme les lève-personnes ou les transferts-rapides, les lits médicalisés...

Les aides électroniques

Leurs fonctionnalités reposent avant tout sur l'électronique ou la robotique. Elles peuvent être destinées à des publics variés : personnes présentant des déficiences sensorielles, des troubles du langage, des troubles du spectre autistique ou des troubles moteurs... Il s'agira par exemple de l'ensemble des aides technologiques pour la communication alternative améliorée, des aides techniques pour l'accès à l'écrit des personnes non voyantes, des bras robotisés... Leur mise en place initiale et leur réattribution demandent des connaissances techniques spécifiques s'appuyant sur une formation ciblée.

Il est important de noter que les activités de nettoyage, de désinfection, de rénovation et de stockage des aides techniques peuvent être difficiles à porter en interne en raison des compétences spécifiques et des moyens qu'elles requièrent, mais qu'elles peuvent faire l'objet de partenariats (projets Eliad, Technicothèque entre autres).

Enfin, pour les projets proposant la location ou la vente d'aides techniques rénovées, plusieurs questions se posent qui portent sur le choix de devenir ou non prestataire de service et distributeur de matériel et sur le choix du modèle économique à adopter en fonction de la prise en charge financière ou non par l'Assurance maladie des aides techniques rénovées lorsqu'elles sont inscrites à la LPPR.

5.2 Extension territoriale

Si plusieurs projets ont étendu leur couverture territoriale prévue initialement (ex. : Envie Autonomie, Ecoreso Autonomie, Technicothèque) et que plusieurs autres projets réfléchissent actuellement à une stratégie de dissémination, notamment par la mise à disposition de « boîte à outils » à d'autres porteurs, il reste encore de nombreuses zones du territoire national non couvertes. De même, le nombre de personnes concernées par ces projets reste, à ce jour, encore confidentiel.

État d'essaimage des projets

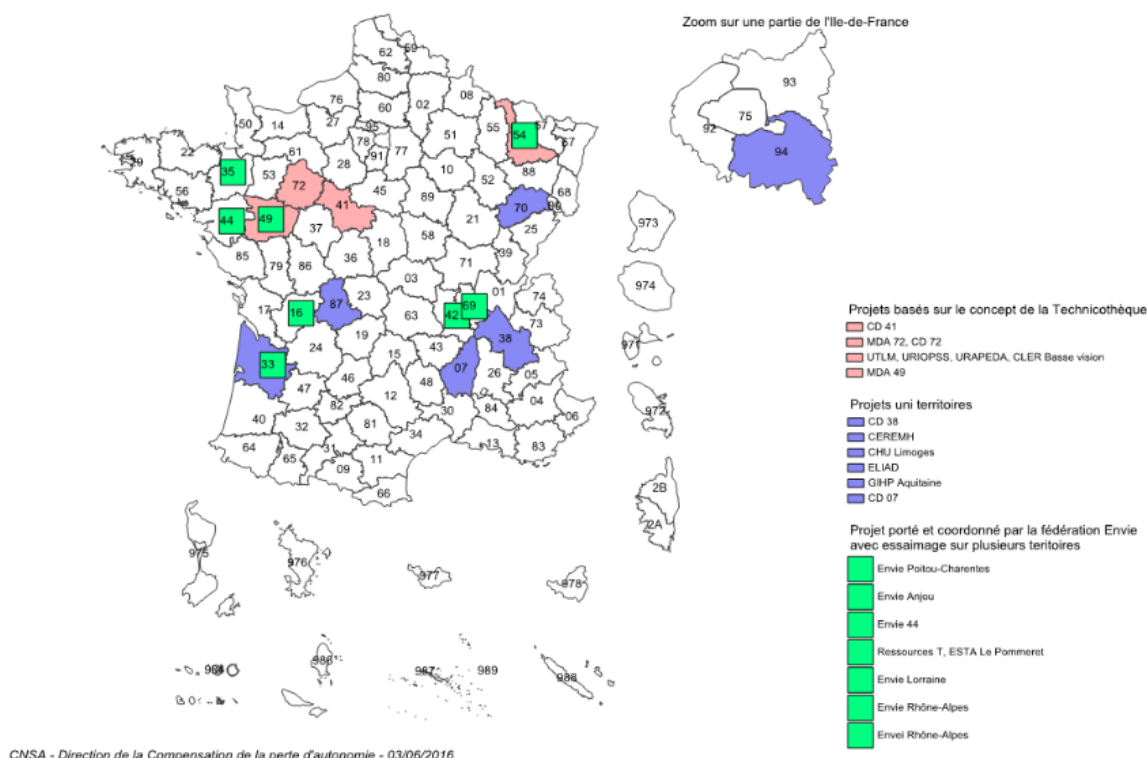
	Essaimage réalisé ou en cours	Essaimage ou réplication possible, mais non réalisé à ce jour
Recyclothèque (GIHP Aquitaine)	oui	/
Envie Autonomie (fédération Envie)	oui	/
Ecoreso Autonomie	oui	/
Technicothèque*	oui	/
ECOCAT (CHU Limoges)	/	oui
Eliad (SAAD Haute-Saône – Doubs)	/	oui
CATH (conseil départemental de l'Isère)	oui	/

*La Technicothèque fait référence aux projets dans les départements de Maine-et-Loire, de la Sarthe, de Loir-et-Cher et de Meurthe-et-Moselle (30 avril 2019).

N. B. Le projet du conseil départemental de l'Ardèche n'est pas pris en compte dans ce tableau, car il n'a pas donné lieu à une expérimentation.

Pour rappel, les projets retenus dans l'appel à projets concernaient 17 territoires départementaux ou infradépartementaux.

Couverture territoriale des projets lauréats de l'appel à projets « Aides techniques et économie circulaire » en juin 2016



5.3 Les conditions économiques de la pérennisation des projets

Les dix projets retenus dans le cadre de l'appel à projets ont tous bénéficié d'un financement de la CNSA, au moins pour amorcer leur première phase. Certains projets ont sollicité d'autres sources de financement (conférence des financeurs, mutuelles, ADEME, fondations d'entreprises, fonds propres...), et d'autres, pour lesquels cet objectif était fixé, ont réussi à générer des recettes.

5.3.1 Typologie des postes de recettes et de dépenses des projets

Il est possible de distinguer les dépenses d'investissement et les dépenses de fonctionnement. Les dépenses d'investissement correspondent aux frais engagés pour l'élaboration et le démarrage du projet. Il s'agit par exemple de la conduite d'une étude de faisabilité et d'un diagnostic, de la recherche de partenaires et de la mise en fonctionnement d'une structure (achat de matériel et d'équipement et transformation de locaux pour la collecte, la rénovation et la mise à disposition par exemple, frais de communication...). Les dépenses de fonctionnement correspondent aux charges de la structure (loyer, assurance, frais administratifs...), aux charges de personnel, aux achats (d'aides techniques, de pièces détachées, de produits d'entretien, de fournitures, de carburant, d'énergie...), aux impôts et taxes et aux charges d'amortissement.

Les recettes correspondent à la vente de produits ou de services (location ou vente d'aides techniques) ainsi qu'aux différentes subventions et fonds reçus par les projets (CNSA, conférences des financeurs, ADEME, fondations...).

5.3.2 Génération ou non de revenus par les activités des dispositifs

La question de la pérennisation économique se pose pour tous les projets. Deux approches différentes ont émergé : mettre en place une activité commerciale permettant de générer des recettes ou construire une offre solvabilisée par des apports financiers extérieurs.

Projets ne prévoyant pas la génération de recettes par la vente ou la location de biens ou de services

Il s'agit des projets Eliad, ECOCAT, Technicothèque et CATH.

Eliad a proposé des services ergothérapiques de préconisation d'aides techniques dans le cadre de l'accompagnement sans surcoût pour les bénéficiaires. Financé grâce à la subvention de la CNSA et à une subvention de la conférence des financeurs, Eliad cherche à présent de nouveaux financements pour continuer à proposer ces services dans le cadre de son accompagnement sans coût pour les personnes. La pérennisation de ce projet ne peut donc que passer par des financements spécifiques à ce type d'actions.

Les projets ECOCAT et Technicothèque ne génèrent pas de recettes et n'ont pas prévu d'en générer à l'avenir. Le temps de personnel mobilisé et l'achat d'aides techniques neuves ont été financés par la subvention CNSA, entre autres. Dans le cas de la Technicothèque, les ressources humaines mobilisées dans le cadre du projet pour les personnes de 60 ans et plus sont financées par des subventions de la conférence des financeurs.

Dans le cadre du projet, CATH a proposé ses services d'accompagnement à la mise en place et à l'utilisation d'aides technologiques sans surcoût pour ses bénéficiaires. Le temps passé par les auxiliaires de vie et les abonnements aux solutions technologiques étaient prises en charge par le financement de la CNSA. Le porteur de projet et le technopôle Alpes Santé à domicile & autonomie (TASDA) ont néanmoins modélisé une solution de pérennisation financière du projet. Les aides technologiques sont financées directement par le bénéficiaire ou par le plan d'aide (75 % de ce que paie l'utilisateur reviennent au fournisseur et 25 % au SAAD mobilisé).

La Recyclothèque ne génère pas de recettes par ses activités, mais en Aquitaine, son déploiement s'est accompagné de la création d'une SCIC Ecoreso pour la partie rénovation, stockage et distribution des aides techniques.

Le projet ECOCAT a engagé la réalisation d'une étude médico-économique sur la pertinence du prêt et de l'accompagnement à l'utilisation des aides techniques.

Projets générant des recettes issues de la vente ou de la location de biens et/ou de services

Il s'agit des projets Envie Autonomie et Ecoreso Autonomie.

Les recettes générées sont issues de la vente et de la location des aides techniques neuves et/ou renouvelées, les deux projets ayant choisi des modèles économiques différents. Envie Autonomie a choisi de se concentrer exclusivement sur la mise à disposition d'aides techniques renouvelées, qu'elles soient remboursées ou non par l'Assurance maladie lorsqu'elles sont neuves, ou sur la vente de prestations à des établissements sanitaires ou médico-sociaux, alors qu'Ecoreso Autonomie a fait le choix de se concentrer sur la rénovation des aides techniques non remboursées et de proposer les aides techniques remboursées par l'Assurance maladie à l'état neuf. Dès lors se pose la question des choix les plus adaptés (types d'aides techniques, organisation de la collecte, secteur d'intervention...) pour permettre un équilibre économique.

La construction de l'offre et la détermination du modèle économique nécessitent de se pencher sur la solvabilité des aides techniques neuves et d'occasion afin de s'appuyer sur les financements légaux et extra-légaux existants. Le remboursement des aides techniques de seconde main par l'Assurance maladie devient dans ce contexte un enjeu particulièrement important pour permettre d'assurer la pérennité d'un modèle de réemploi des aides techniques inscrites à la LPPR.

Plusieurs rapports préconisent d'ailleurs un remboursement des aides techniques renouvelées. C'est par exemple le cas du rapport *Plus simple la vie* sur la simplification du parcours administratif des personnes en situation de handicap remis au Premier ministre le 28 mai 2018 par Adrien Taquet et Jean-François Serres¹⁷. La proposition 24 du rapport préconise en effet la mise en place d'un système de labellisation pour le matériel médical recyclé (qui concerne donc aussi les aides techniques), ouvrant droit à une prise en charge par la Sécurité sociale. De plus, le rapport de mission *L'accès aux droits et aux soins des personnes en situation de handicap et des personnes en situation de précarité* de Philippe Denormandie et Marianne Cornu-Pauchet publié en 2018 pointe également la nécessité d'envisager de nouvelles modalités de prise en charge associées à la mise à disposition de dispositifs médicaux d'occasion¹⁸.

¹⁷ [Rapport *Plus simple la vie*. 113 propositions pour améliorer le quotidien des personnes en situation de handicap : https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/document/document/2018/05/rapport_sur_la_simplification_du_parcours_administratif_des_personnes_en_situation_de_handicap_-_28.05.2018.pdf](https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/document/document/2018/05/rapport_sur_la_simplification_du_parcours_administratif_des_personnes_en_situation_de_handicap_-_28.05.2018.pdf)

¹⁸ [Rapport *L'accès aux droits et aux soins des personnes en situation de handicap et des personnes en situation de précarité* : http://www.autisme-france.fr/offres/doc_inline_src/577/Rapport_Acces_aux_soins_PP_et_PH_29.08.2018.pdf](http://www.autisme-france.fr/offres/doc_inline_src/577/Rapport_Acces_aux_soins_PP_et_PH_29.08.2018.pdf), p. 26.

5.4 Les conditions du succès en ingénierie de projet

À l'issue de cet appel à projets, il est possible de dégager plusieurs bonnes pratiques d'ingénierie de projet pour assurer le succès et la pérennité de projets similaires. L'étude du territoire est la première étape à mener. Elle portera au minimum sur les besoins et les gisements en aides techniques.

L'étude des besoins en aides techniques sur le territoire permettra de caractériser les types de besoins comme le sous-équipement ou le mauvais équipement en aides techniques, le public à privilégier, les types d'aides techniques à favoriser... Le travail sur les gisements potentiels en aides techniques présents sur le territoire informera sur les quantités et sur les types d'aides techniques, sur leur qualité... Cette caractérisation peut se faire grâce à l'appui de partenaires locaux évoluant dans l'écosystème des aides techniques : MDPH et conseils départementaux, établissements sanitaires et médico-sociaux, réseaux de professionnels de santé..., qui peuvent devenir des partenaires potentiels pour la phase d'expérimentation du dispositif.

L'étude de faisabilité et le diagnostic de territoire réalisés apporteront les données nécessaires pour déterminer l'offre à proposer en s'articulant avec les ressources et les capacités de la structure. C'est lors de cette phase que les partenariats peuvent se nouer avec des acteurs sur des volets de compétences complémentaires au porteur de projet, essentielles à la réalisation du projet.

Annexes

Annexe 1 : Éléments de contexte sur l'écosystème des aides techniques

Éléments de définition

Les aides techniques recouvrent une multiplicité d'équipements dont le dénominateur commun est de prévenir ou de compenser la perte d'autonomie des personnes. Leurs fonctions, leur technicité, l'apprentissage nécessaire pour leur utilisation ou encore leurs coûts sont très divers. Elles peuvent être destinées à des personnes aux profils variés, pour des situations très hétérogènes (aides à l'habillement, cannes, fauteuils roulants électriques, aides à la toilette, aides à la communication...).

Selon la norme NF EN ISO 9999, un produit d'assistance ou aide technique correspond à « tout produit (y compris tout dispositif, équipement, instrument et logiciel), fabriqué spécialement ou généralement sur le marché, utilisé par ou pour les personnes en situation de handicap, destiné à favoriser la participation, protéger, soutenir, entraîner, mesurer ou remplacer les fonctions organiques, les structures anatomiques et les activités ou prévenir les déficiences, les limitations d'activité et les restrictions de la participation. »¹⁹

Cette définition est reprise dans l'introduction du chapitre 1 sur les facteurs environnementaux de la Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé (CIF) pour définir les produits et systèmes techniques présentés dans ce premier chapitre.

Certaines aides techniques sont considérées comme des dispositifs médicaux alors que d'autres non. Le statut de dispositif médical est réglementé par le règlement européen 2017/745. Ce dernier définit un dispositif médical comme « tout instrument, appareil, équipement, logiciel, implant, réactif, matière ou autre article, destiné par le fabricant à être utilisé, seul ou en association, chez l'homme pour l'une ou plusieurs des fins médicales précises suivantes : diagnostic, prévention, contrôle, prédiction, pronostic, traitement ou atténuation d'une maladie ; diagnostic, contrôle, traitement, atténuation d'une blessure ou d'un handicap ou compensation de ceux-ci ; investigation, remplacement ou modification d'une structure ou fonction anatomique ou d'un processus ou état physiologique ou pathologique ; communication d'informations au moyen d'un examen in vitro d'échantillons provenant du corps humain, y compris les dons d'organes, de sang et de tissus ; et dont l'action principale voulue dans ou sur le corps humain n'est pas obtenue par des moyens pharmacologiques ou immunologiques ni par métabolisme, mais dont la fonction peut être assistée par de tels moyens. » Pour être commercialisable dans l'Union européenne, un dispositif médical doit obtenir le marquage CE. Ce dernier traduit le fait qu'un dispositif est conforme aux exigences applicables dans l'Union et qu'il a été évalué selon les procédures prévues. Cela implique également la mise en place et le suivi d'une procédure spécifique de la part des fabricants, par exemple la mise à disposition d'informations à destination des utilisateurs. Il convient de noter que les aides techniques figurant sur la liste des produits et prestations remboursables (LPPR) sont des dispositifs médicaux, le marquage CE étant un prérequis à la demande d'inscription à la LPPR. Cela concerne par exemple les déambulateurs, les fauteuils roulants, les lits médicalisés ou encore les audioprothèses.

¹⁹ Version 2016 de la norme ISO 9999.

La loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement et les conférences des financeurs pour la prévention de la perte d'autonomie

Les aides techniques constituent un enjeu majeur pour le soutien à l'autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap.

Cependant, le système d'attribution des aides techniques en vigueur en France connaît des écueils qui à la fois limitent leur utilisation et ne permettent pas de profiter pleinement de leur durée de vie prévue. En effet, il n'existe pas à l'heure actuelle de système efficient de réattribution des aides techniques lorsqu'elles ne sont plus nécessaires ou plus adaptées, alors que certaines personnes sont confrontées dans le même temps à une difficulté d'accès à ces aides du fait, notamment, de l'existence d'un reste à charge. On identifie donc un besoin d'amélioration de l'accès aux aides techniques en réponse à l'évolution des besoins des personnes en perte d'autonomie.

La loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement (dite loi ASV) porte une attention particulière à l'accès des personnes âgées aux aides techniques en prévoyant une revalorisation des plans d'aide allocation personnalisée d'autonomie (APA) ainsi que la création des conférences des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie (CFPPA) pour chaque territoire départemental²⁰ afin de construire et de financer à l'échelle du département un programme d'actions coordonnées pour la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées de 60 ans et plus.

Ce programme d'actions vise, entre autres, à améliorer l'accès aux aides techniques pour le soutien à domicile par la promotion de modes innovants d'achat et de mise à disposition de ces aides ; ces modes innovants de mise à disposition peuvent entrer dans une logique d'économie circulaire en complément de l'acquisition d'aides techniques neuves. Néanmoins, en dehors d'initiatives très limitées, il n'existe pas de système de réattribution des aides techniques non utilisées ou plus utilisées par le premier bénéficiaire lorsqu'il vit à domicile.

Les initiatives existantes sont peu nombreuses et atomisées en l'absence de structuration nationale. Elles ont pourtant un intérêt multiple en termes de réponse adaptée et flexible aux besoins de l'utilisateur, d'accompagnement professionnel indépendant à l'acquisition de l'aide technique, de réduction des coûts et de développement durable, tout cela dans un contexte d'évolution des besoins des bénéficiaires.

²⁰ Ou collectivité pour la Martinique ou la Guyane par exemple, ou métropole pour la ville de Lyon.

L'appui de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)

La CNSA qui, depuis janvier 2016, a vu ses missions se renforcer pour faciliter l'accès aux aides techniques par les personnes âgées et les personnes en situation de handicap auprès des acteurs locaux comme sur le plan national s'est saisie de cet enjeu. Ses missions prennent plusieurs formes dont :

- ✓ L'appui au financement des aides techniques par l'intermédiaire des dotations financières qu'elle verse aux conseils départementaux : participation au financement de la PCH et de l'APA ainsi qu'au programme d'actions coordonnées, dont les actions sur les aides techniques, par le biais de la conférence des financeurs de la perte d'autonomie ;
- ✓ Le copilotage avec la Direction générale de la cohésion sociale en 2015 de la phase de préfiguration de cette conférence qui a pour mission de définir un programme coordonné de financement des actions individuelles et collectives de prévention, en complément des prestations légales ou réglementaires²¹. Depuis 2016, elle est chargée de l'animation nationale des conférences des financeurs qui se sont mises en place dans tous les départements depuis la loi ASV ;
- ✓ L'appui métier apporté aux maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) et aux équipes médico-sociales des conseils départementaux en les soutenant opérationnellement ;
- ✓ Le lancement en 2015 d'un appel à projets « Économie circulaire » adaptée aux aides technique, structuré autour de deux axes :
 - Les innovations dans les modes d'achat et la mise à disposition des aides techniques,
 - Les projets visant à intégrer une approche d'économie circulaire.

Le financement et le remboursement des aides techniques

Les aides techniques pour les personnes vivant à domicile peuvent être financées, en totalité ou en partie, par plusieurs voies différentes, légales, extra-légales, contractuelles ou personnelles.

Le financement à titre légal

- ✓ Le financement par l'Assurance maladie des aides techniques inscrites sur la liste des produits et prestations remboursables (LPPR) et prescrites par un professionnel de santé. La LPPR précise, en plus du tarif et le cas échéant du prix limite de vente et des indications de prescription, si l'aide peut être remboursée à l'achat ou à la location. Les aides techniques figurant dans la LPPR correspondent par exemple aux fauteuils roulants, manuels et électriques, aux cannes, aux déambulateurs, aux lits médicalisés, aux supports de prévention des escarres ou encore aux cannes blanches ;
- ✓ Le financement par l'APA, si les aides techniques figurent dans le plan d'aide personnalisé établi par l'équipe médico-sociale dans le cadre d'une demande d'APA versée par les conseils départementaux ;

²¹ Article Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie, mars 2019, mis à jour en juillet 2019, www.cnsa.fr.

- ✓ La PCH versée par les conseils départementaux après ouverture des droits par les MDPH peut également financer des aides techniques ;
- ✓ D'autres financements sont disponibles dans le cadre des compléments d'allocation d'éducation de l'enfant handicapé et dans le cadre de la scolarisation, de la formation et de l'emploi.

D'autres financements ou possibilités d'attribution sont possibles dans le cadre de la scolarisation ou de l'emploi.

Les complémentaires santé peuvent aussi financer la totalité ou une partie du reste à charge pour les personnes.

Le financement à titre extra-légal

- ✓ Des financements complémentaires peuvent être obtenus par le biais des fonds départementaux de compensation du handicap gérés par les MDPH, des fonds d'action sociale des organismes d'assurance maladie et vieillesse et des mutuelles, ainsi que par le biais d'associations, de fondations, d'entreprises... ;
- ✓ Les conférences des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie peuvent également aider au financement individuel d'aides techniques, comme elles peuvent soutenir des actions au niveau d'un territoire permettant de favoriser l'accès aux aides techniques.

Pour plus d'informations sur la prise en charge des aides techniques, il est possible de se reporter aux pages 15 à 24 du dossier technique de la CNSA *Accès aux aides techniques : élément 2 de la prestation de compensation du handicap. Guide d'appui aux pratiques des maisons départementales des personnes handicapées*, mars 2017²².

Les aides techniques rénovées peuvent être prises en charge par l'APA et la PCH dès lors qu'elles ne sont pas inscrites à la LPPR, mais pas par l'Assurance maladie. Toutefois, si le modèle historique français est basé sur l'accès à la propriété d'aides techniques neuves par les utilisateurs, la loi ASV propose une ouverture des modes d'accès aux aides techniques pour les personnes âgées de 60 ans et plus.

²² [Lien vers le guide Accès aux aides techniques : élément 2 de la prestation de compensation du handicap : https://www.cnsa.fr/actualites-agenda/actualites/acces-aux-aides-techniques-le-guide-dappui-aux-pratiques-des-mdph-est-publie](https://www.cnsa.fr/actualites-agenda/actualites/acces-aux-aides-techniques-le-guide-dappui-aux-pratiques-des-mdph-est-publie)

Annexe 2 : Glossaire

Les définitions légales et réglementaires sont signalées par le pictogramme représentant une balance de la justice).



Accessoire : tout article qui est destiné spécifiquement par son fabricant à être utilisé avec un dispositif médical afin de permettre l'utilisation de ce dispositif, conformément aux intentions de son fabricant (articles R. 5211-4 du Code de la santé publique).

Achat : opération commerciale qui aboutit à l'acquisition d'un bien contre compensation financière. L'achat implique un transfert de propriété.

Acquisition : action d'acquérir c'est-à-dire d'obtenir un bien, de devenir propriétaire de quelque chose contre le versement d'une somme d'argent.

Aide technique (d'après la norme EN ISO 9999) :

- ✓ Produit d'assistance : tout produit (y compris tout dispositif, équipement, instrument et logiciel) fabriqué spécialement ou généralement sur le marché, utilisé par ou pour les personnes en situation de handicap, destiné à favoriser la participation, protéger, soutenir, entraîner, mesurer ou remplacer les fonctions organiques, les structures anatomiques et les activités, ou prévenir les déficiences, les limitations d'activité et les restrictions de la participation.
- ✓ Périmètre des produits respectivement considérés comme des aides techniques au titre de la PCH et de la conférence des financeurs : « tout instrument, équipement ou système technique adapté ou spécialement conçu pour compenser une limitation d'activité rencontrée par une personne du fait de son handicap, acquis ou loué par la personne handicapée pour son usage personnel » (article D. 245-10 du Code de l'action sociale et des familles) et « tout équipement, instrument, dispositif, système technique ou logiciel adapté ou spécialement conçu pour prévenir ou compenser une limitation d'activité, destiné à une personne âgée de 60 ans et plus » (décret n° 2016-209 du 26 février 2016 relatif à la conférence des financeurs).



Aide technique d'occasion : aide technique non neuve et non remise à neuf.


Aide technique rénovée : aide technique non neuve ayant eu des opérations de réparation, nettoyage, désinfection... pour avoir des performances comparables avec une aide technique neuve.

Bénéficiaire : personne remplissant les conditions nécessaires pour ouvrir droit à une aide, à une prestation ou à l'accès à un service. Exemple : bénéficiaire de la PCH ou de l'APA, bénéficiaire d'un service de prêt d'aide technique gratuit.


Cession d'une aide technique : attribution d'une aide technique à un tiers à titre onéreux ou gratuit. La cession implique un transfert de propriété.



Certificat de conformité : le certificat de conformité d'un dispositif médical, au sens de la réglementation européenne, traduit la conformité du dispositif médical aux exigences de sécurité et de santé énoncées dans la législation européenne. À l'issue d'une évaluation qui conclut à la conformité du dispositif médical, l'organisme notifié ou le fabricant, après son autocertification pour les dispositifs médicaux de classe I, délivre un certificat de conformité permettant au fabricant de marquer Conformité européenne (CE) sur son dispositif et de le mettre sur le marché européen.




Contrôle qualité d'un dispositif médical : l'ensemble des opérations destinées à évaluer le maintien des performances revendiquées par le fabricant ou, le cas échéant, fixées par le directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé ; le contrôle de qualité est dit interne s'il est réalisé par l'exploitant ou sous sa responsabilité par un prestataire ; il est dit externe s'il est réalisé par un organisme indépendant de l'exploitant, du fabricant et de celui qui assure la maintenance du dispositif (articles R. 5211-5 Code de la santé publique). Ce contrôle s'applique à toutes les classes de dispositif, quel que soit le mode de mise à disposition.



Distributeur : toute personne physique ou morale se livrant au stockage de dispositifs médicaux et à leur distribution ou à leur exportation, à l'exclusion de la vente au public (article R. 5211-4 du Code de la santé publique). Cette définition est à distinguer de celle de prestataire de services et distributeur de matériels (PSDM) – voir la définition ci-dessous.


Don : transmission d'un bien à titre gratuit à une tierce personne morale ou physique. Le don implique un transfert de propriété.

Essai d'aide technique : opération destinée, dans le cadre de l'évaluation des besoins et de la préconisation, à s'assurer que l'aide technique répond aux besoins de la personne et, le cas échéant, des personnes qui en auront l'usage lors d'échanges avec la personne (soins, communication...).



Exploitant d'un dispositif médical : toute personne physique ou morale assurant la responsabilité juridique de l'activité requérant l'utilisation de ce dispositif (article R. 5211-5 du Code de la santé publique) ; il convient toutefois d'élargir la définition de l'exploitant également à la personne responsable de l'achat et de l'installation d'un dispositif médical en vue de sa mise à disposition pour une utilisation au sein de sa structure (entreprise, collectivité territoriale) ou pour son utilisation personnelle.

Location d'aide technique : mise à disposition temporaire d'aide technique à titre onéreux. La location n'implique pas de transfert de propriété.



Maintenance d'un dispositif médical : l'ensemble des activités destinées à maintenir ou à rétablir un dispositif médical dans un état ou dans des conditions données de sûreté de fonctionnement pour accomplir une fonction requise ; les conditions de réalisation de la maintenance sont fixées contractuellement, s'il y a lieu, entre le fabricant ou le fournisseur de tierce maintenance et l'exploitant (articles R. 5211-5 du Code de la santé publique). L'exploitant est responsable de la politique de maintenance et de la maintenance du dispositif médical dès sa mise en service.

Le fabricant dans une notice d'instruction ou des notices techniques indique la nature et la fréquence nécessaires de la maintenance pour assurer le bon fonctionnement et la sécurité des dispositifs médicaux (préconisations...).

L'obligation de maintenance de l'article R. 5212-25 du Code de la santé publique s'applique à tous les exploitants de dispositifs médicaux, y compris les professionnels de santé exerçant en milieu libéral, aux collectivités ou entreprises acquérant un dispositif médical et à tout citoyen possédant un dispositif médical.

Préconisation : synthèse formalisée d'un processus de conseil et ce qui est recommandé par le professionnel (soit à la personne, soit à un autre commanditaire).

Prescription : acte réglementaire défini pour certaines professions et requis pour la prise en charge de certaines aides techniques par l'Assurance maladie. Elle vient soit encadrer et déclencher en amont une préconisation, soit la valider *a posteriori*.

Prestataire de services et distributeur de matériel : personnel chargé de garantir l'application des règles professionnelles et des bonnes pratiques de délivrance des matériels (y compris les dispositifs médicaux) et services destinés à favoriser le retour à domicile et l'autonomie des personnes malades ou présentant une incapacité ou un handicap. Ce personnel doit avoir préalablement suivi une formation spécifique.

Prêt d'aides techniques : mise à disposition temporaire d'aides techniques à titre gratuit. Le prêt n'implique pas de transfert de propriété.



Réemploi : toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus (article L. 541-1-1 du Code de l'environnement).

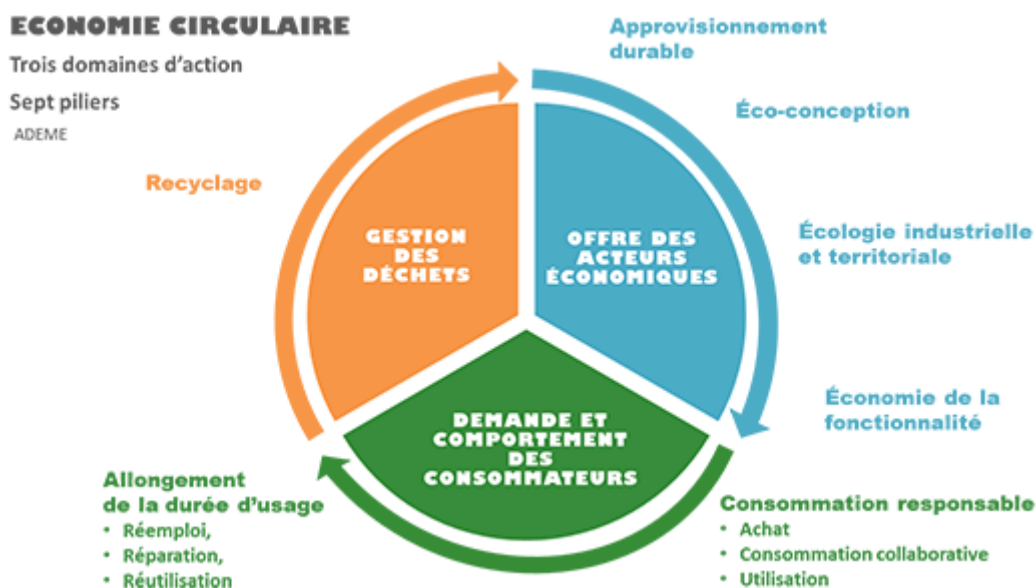


Réutilisation : toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont utilisés de nouveau (article L. 541-1-1 du Code de l'environnement).

Utilisateur : particulier à qui est mis à disposition et distribué une aide technique et particulier qui en a l'usage. Il est possible d'avoir plusieurs utilisateurs pour une seule aide technique (ex. : lève-personne utilisé par la personne en perte d'autonomie, le parent aidant, l'auxiliaire de vie, le professionnel paramédical...)

Annexe 3 : Les sept piliers de l'économie circulaire²³

Les définitions ci-dessous sont celles de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) et sont reprises dans la feuille de route du gouvernement sur l'économie circulaire publiée au mois d'avril 2018²⁴. Ces sept piliers sont répartis dans trois domaines d'actions complémentaires.



Source : ADEME

L'offre des acteurs économiques

L'approvisionnement durable (extraction/exploitation et achats durables) : il concerne le mode d'exploitation/extraction des ressources et vise une exploitation efficace des ressources en limitant les rebuts d'exploitation et l'impact sur l'environnement, notamment dans l'exploitation des matières énergétiques et minérales (mines et carrières) ou dans l'exploitation agricole et forestière tant pour les matières/énergie renouvelables que non renouvelables. Ce pilier recouvre les éléments relatifs aux achats privés et publics (des entreprises et des collectivités).

L'écoconception : elle vise, dès la conception d'un procédé, d'un bien ou d'un service, à prendre en compte l'ensemble du cycle de vie en minimisant les impacts environnementaux. C'est un atout pour la stratégie produit d'une entreprise.

L'écologie industrielle et territoriale, dénommée aussi symbiose industrielle : elle constitue un mode d'organisation interentreprises par des échanges de flux ou une mutualisation de besoins.

L'économie de la fonctionnalité : elle privilégie l'usage à la possession et tend à vendre des services liés aux produits plutôt que les produits eux-mêmes.

²³ Source ADEME.

²⁴ Feuille de route économie circulaire : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/feuille-route-economie-circulaire-frec>

La demande et les comportements des consommateurs

La consommation responsable : elle doit conduire l'acheteur, qu'il soit acteur économique (privé ou public) ou citoyen consommateur, à faire son choix en prenant en compte les impacts environnementaux à toutes les étapes du cycle de vie du produit (biens ou service).

L'allongement de la durée d'usage par le consommateur : il conduit au recours à la réparation, à la vente ou au don d'occasion, ou à l'achat d'occasion dans le cadre du réemploi ou de la réutilisation.

La gestion des déchets

Le recyclage : il vise à utiliser les matières premières issues de déchets.

Annexe 4 : Classification des dispositifs médicaux en fonction du risque

Classe	Niveau de risque	Exemples de dispositifs médicaux
Classe I	Faible degré de risque	Fauteuils roulants, bandes de contention, scalpels...
Classe IIa	Degré moyen de risque	Lentilles de contact, couronnes dentaires, échographes...
Classe IIb	Potentiel élevé de risque	Implants chirurgicaux long terme, dispositifs contraceptifs...
Classe III	Potentiel très sérieux de risque	Prothèse de hanche, stent coronaire actif...

Coordonnées de l'équipe projet

CNSA (commanditaire) :

Cécile CHEVALIER

Chargée de mission aides techniques et habitat

01 53 91 21 94

cecile.chevalier@cnsa.fr

ALCIMED :

Marie-Sophie FERREIRA

Responsable de l'activité politique publique de santé

01 44 30 31 64

marie-sophie.ferreira@alcimed.com

Diane DEVILLE

Consultante

01 44 30 32 02

diane.deville@alcimed.com

Constance GRANIER

Consultante

01 44 30 32 04

constance.granier@alcimed.com

Conservatoire des arts et métiers :

Isabelle BARBET

Maître de conférence

Laurence HARTMANN

Maître de conférence